

La stratégie à l'œuvre



Points saillants financiers

Principales informations financières^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	396 741 \$	376 817 \$	19 924 \$	5,3 %
Financement de sociétés	196 129	132 029	64 100	48,5 %
Honoraires de consultation	130 749	160 180	(29 431)	(18,4) %
Négociation à titre de contrepartiste	119 040	85 559	33 481	39,1 %
Intérêts	16 847	16 830	17	0,1 %
Autre	20 040	16 390	3 650	22,3 %
Total des produits des activités ordinaires	879 546	787 805	91 741	11,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	454 998	417 876	37 122	8,9 %
Charges salariales	85 698	92 981	(7 283)	(7,8) %
Autres charges indirectes ³	284 966	302 530	(17 564)	(5,8) %
Frais de restructuration ⁴	—	17 352	(17 352)	(100,0) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁵	—	321 037	(321 037)	(100,0) %
Total des charges	825 662	1 151 776	(326 114)	(28,3) %
Résultat avant impôt sur le résultat	53 884	(363 971)	417 855	114,8 %
Résultat net	43 186 \$	(358 567) \$	401 753 \$	112,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	38 103 \$	(358 471) \$	396 574 \$	110,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	5 083 \$	(96) \$	5 179 \$	négl.
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	0,29 \$	(4,09) \$	4,38 \$	107,1 %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,27 \$	(4,09) \$	4,36 \$	106,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	5,0 %	(50,4) %	55,4 p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,10 \$	— \$	—
Dividendes par action privilégiée de série A	1,173 \$	1,375 \$	(0,20) \$	(14,7) %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,4375 \$	1,4375 \$	— \$	—
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	5,08 \$	4,99 \$	0,09 \$	1,8 %
Compte non tenu des éléments importants⁷				
Total des produits des activités ordinaires	878 353 \$	787 805 \$	90 548 \$	11,5 %
Total des charges	817 096 \$	793 862 \$	23 234 \$	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	61 257 \$	(6 057) \$	67 314 \$	négl.
Résultat net	49 196 \$	(5 995) \$	55 191 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	43 903 \$	(6 620) \$	50 523 \$	négl.
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5 293 \$	625 \$	4 668 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,32 \$	(0,21) \$	0,53 \$	252,4 %
Données tirées de l'état de la situation financière				
Total de l'actif	5 203 516 \$	3 424 546 \$	1 778 970 \$	51,9 %
Total du passif	4 426 873	2 665 895	1 760 978	66,1 %
Participations ne donnant pas le contrôle	11 858	8 722	3 136	36,0 %
Total des capitaux propres	764 785	749 929	14 856	2,0 %
Nombre d'employés	1 700	1 795	(95)	(5,3) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10 du rapport de gestion.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres.

5) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et à nos activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont aux termes des options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

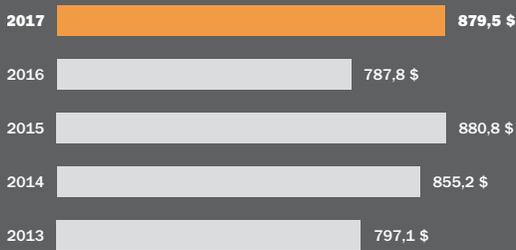
7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20 du rapport de gestion.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

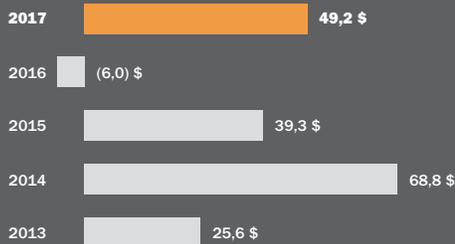
Produits des activités ordinaires

(en millions \$ CA, exercices)



Résultat net

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)



Résultat par action, après dilution

(en \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)

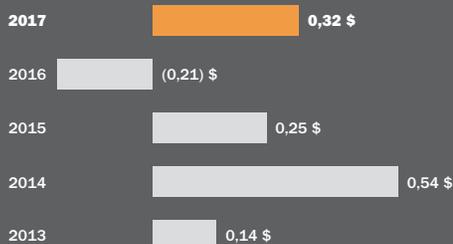


TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Performance mondiale	2
Message aux actionnaires	4
Message du président-directeur du conseil	7
Notre culture	8
Rapport de gestion et états financiers	9
Renseignements à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

La stratégie à l'œuvre : cohérente, souple et axée sur la stabilité à long terme. Nous sommes restés fortement engagés à faire en sorte que l'entreprise soit en quête de performance sur tous les cycles de marché alors que nous continuons à établir une entreprise de gestion de patrimoine stable et évolutive et à édifier une banque d'investissement indépendante tournée vers le marché intermédiaire. Grâce à une équipe allégée et souple et à un engagement rigoureux à accroître l'efficacité dans l'ensemble de nos activités, nous avons la chance de travailler avec des professionnels qui font preuve d'une grande intégrité et qui portent une attention particulière au résultat net tout en étant en parfaite harmonie avec nos actionnaires.

Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

Performance mondiale

Le niveau d'activité de toutes nos entreprises et régions géographiques s'est amélioré à l'exercice 2017. Nos activités de gestion de patrimoine mondiales ont enregistré des produits des activités ordinaires record et toutes nos activités sur les marchés des capitaux ont été rentables. Nos résultats reflètent également l'amélioration de la capacité de notre plateforme mondiale à dégager des bénéfices, conformément à nos efforts visant à mieux harmoniser nos activités et à réduire nos frais fixes. Nous avons également réalisé des progrès considérables dans le cadre de notre stratégie de croissance des activités de gestion de patrimoine tandis que nous continuons d'ajuster la composition de nos activités de manière à assurer la meilleure uniformité des bénéfices.

879,5 millions \$ de produits des activités ordinaires annuels

65,6 % des produits des activités ordinaires de l'exercice 2017 générés à l'extérieur du Canada

La plateforme mondiale offre des occasions de tirer parti des activités dans toutes les régions géographiques

39 % du résultat net¹ de l'exercice 2017 généré par les activités de gestion de patrimoine

Un pilier important d'une croissance stable et soutenue des produits des activités de base

1) Après impôts et compte non tenu des éléments importants et des charges indirectes du siège social.

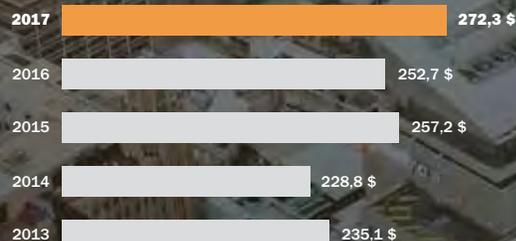
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins de nos clients. Nos conseillers veillent sur des actifs sous administration et sous gestion totalisant 38,6 milliards \$ pour le compte de nos clients et exercent leurs activités dans 18 bureaux au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Nos experts parcourent le monde à la recherche d'occasions d'investissement et offrent une vaste gamme de solutions adaptées pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.

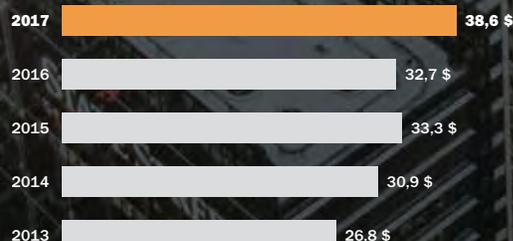
272,3 millions \$ de produits des activités ordinaires (mondial)

38,6 milliards \$ d'actifs totaux sous administration et sous gestion

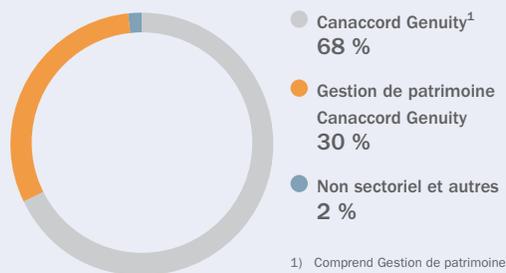
Produits de la gestion de patrimoine mondiale
(en millions \$ CA, exercices)



Actifs mondiaux sous administration et sous gestion
(en milliards \$ CA, exercices)



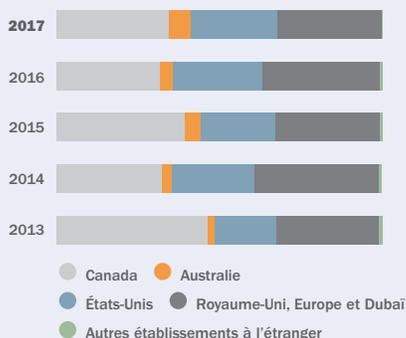
Produits des activités ordinaires par division pour l'exercice 2017



1) Comprend Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie.

Distribution géographique des produits des activités ordinaires²

(en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de l'exercice)



2) Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée, soit Canaccord Genuity – Australie, et les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity – Royaume-Uni, Europe et Dubaï. Aux trimestres précédents, les résultats d'exploitation ont été présentés dans les Autres établissements à l'étranger. Les chiffres comparatifs de toutes les périodes précédentes ont été reclassés.

Fonds de roulement de 489 millions \$

11,6 millions \$ d'économies annuelles au titre des frais d'administration et des frais liés aux communications et à la technologie

Réduction durable des charges pendant que le niveau d'activité s'améliore

Canaccord Genuity

Présente dans 10 pays dans le monde et ayant la capacité d'inscrire des sociétés à la cote de 10 Bourses à l'échelle mondiale, Canaccord Genuity est une banque d'investissement mondiale indépendante de premier plan tournée vers les sociétés de croissance.

Notre perspective mondiale unique et nos capacités sont ce qui nous différencie de nos concurrents. Notre capacité de tirer profit de relations et de solides compétences dans de nombreuses régions nous permet d'assurer à une grande diversité de sociétés de croissance l'accès aux marchés des capitaux mondiaux, à toutes les étapes de leur cycle de vie.

598,4 millions \$ de produits des activités ordinaires (mondial)

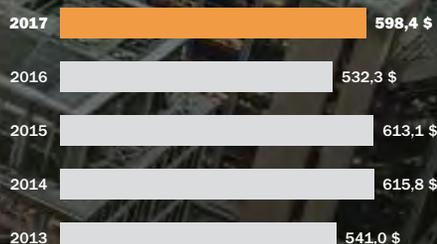
47,1 milliards \$ CA mobilisés pour des sociétés de croissance mondiales au cours de l'exercice 2017

Canaccord Genuity a participé à 368 transactions³ à l'échelle mondiale

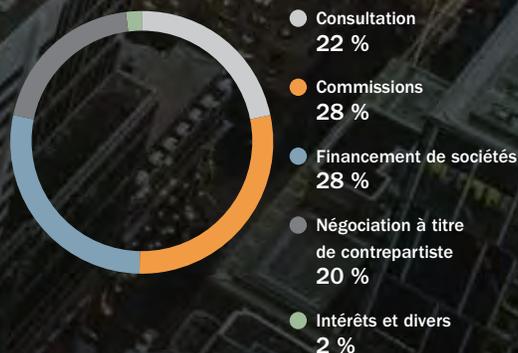
3) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

Produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity

(en millions \$ CA, exercices)



Produits des activités ordinaires pour l'exercice 2017 par activité



Chers actionnaires,



J'ai le plaisir d'annoncer que nos résultats pour l'exercice 2017 ont été nettement meilleurs. Groupe Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires totalisant 879,5 millions \$ pour l'exercice. Compte non tenu des éléments importants, la Société a comptabilisé un résultat net annuel de 49,2 millions \$ et un résultat par action ordinaire après dilution de 0,32 \$.

Les difficultés découlant du ralentissement du commerce mondial, des investissements modérés des entreprises et de l'incertitude politique ont nui à la performance de l'économie mondiale au début de l'exercice, mais le niveau d'activité dans nos secteurs cibles a commencé à s'améliorer à mesure que les investisseurs ont investi davantage dans les secteurs de croissance de l'économie mondiale. Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation se sont constamment améliorées au cours de la période de douze mois et, bien qu'elles aient été inférieures à leurs niveaux historiques,

leur rebond d'un exercice à l'autre a été spectaculaire en regard du creux du cycle de marché il y a un an.

De plus, les investissements réalisés au cours de l'exercice visant l'accroissement de nos activités mondiales de gestion de patrimoine nous ont permis de réaliser des progrès dans le cadre de notre stratégie de croissance de la contribution de ce secteur aux produits des activités ordinaires et au résultat net, un important inducteur de stabilité à long terme pour notre société. Environ 40 % du résultat avant impôt tiré de nos activités d'exploitation provient de nos activités de gestion de patrimoine, offrant une base de résultats stables que nous continuerons de consolider alors que nous déploierons notre stratégie visant à accentuer notre présence dans ce secteur.

Respect de notre engagement à réduire les frais fixes de façon durable

Bien que notre performance au deuxième semestre de l'exercice, et surtout au quatrième trimestre, témoigne d'une conjoncture du marché conciliante, nos résultats découlent également des progrès constants que nous avons réalisés afin de mieux harmoniser nos activités et de rationaliser notre infrastructure mondiale au cours des 18 derniers mois. Je suis heureux d'annoncer que nous avons dépassé nombre de nos objectifs de compression des coûts fixes en tirant avantage des taux de change. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 7,7 points de pourcentage comparativement à celui de l'exercice précédent. Même si certaines charges ont augmenté du fait de la hausse des produits des activités ordinaires, les frais d'administration de l'exercice 2017 ont été de 9,2 % moins élevés que ceux de l'exercice précédent, ce qui témoigne de notre engagement envers la compression des coûts, qui fait partie intégrante de notre culture de partenariat.

Bien placé pour améliorer la rentabilité en accentuant notre présence dans nos activités mondiales de gestion de patrimoine

Afin d'améliorer la stabilité de nos résultats et notre rentabilité globale, nous avons continué d'investir de manière disciplinée dans nos activités mondiales de gestion de patrimoine. Tout au long de l'exercice, nous avons pris des mesures visant à accroître nos activités au Canada et au Royaume-Uni et en Europe, soit en interne et au moyen de l'acquisition stratégique d'équipes de conseillers et de portefeuilles d'affaires. Les investissements visant à améliorer notre combinaison d'équipes et de produits dans l'ensemble de nos activités nous ont permis d'attirer de nouveaux clients et d'accroître notre part de portefeuille de clients existants.

À la fin de l'exercice 2017, les actifs totaux sous administration et sous gestion s'élevaient à 38,6 milliards \$, une hausse de 18 % d'un exercice à l'autre. À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 272,3 millions \$, soit une augmentation de 7,8 % d'un exercice à l'autre.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe sont un excellent modèle pour la croissance et la composition des activités que nous tentons d'atteindre dans d'autres régions géographiques. Avec près de 70 % de ses produits des activités ordinaires provenant d'activités tarifées récurrentes, ce secteur est moins sensible aux fluctuations du marché et est en mesure d'offrir une croissance stable du résultat net et des marges bénéficiaires stables tout au long du cycle. Malgré le contrecoup des devises découlant de la dépréciation de la livre sterling, ce secteur a inscrit un résultat net record, compte non tenu des éléments importants et avant impôt, de 27,6 millions \$ pour l'exercice. Évalués en monnaie locale, les actifs sous gestion de ce secteur ont augmenté de

19,9 % en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre plateforme moderne et très extensible a apporté des avantages supplémentaires à ce secteur en permettant à nos équipes de gérer avec succès les volumes de négociation élevés en période de volatilité du marché, tout en soutenant nos initiatives de croissance grâce à l'intégration harmonieuse des nouveaux clients et portefeuilles acquis tout au long de l'exercice.

Nous avons également continué de réaliser des progrès dans le cadre de notre stratégie visant à ajouter de nouvelles équipes de conseillers en placement dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada. Notre plateforme indépendante constitue un avantage important afin d'attirer des professionnels chevronnés qui désirent continuer d'offrir des services-conseils hautement personnalisés à leurs clients. Les équipes qui se sont jointes à nous depuis l'annonce de notre placement privé en octobre ont ajouté des nouveaux actifs d'un montant de 1,7 milliard \$. À la fin de l'exercice, les actifs totaux sous administration et sous gestion de ce secteur s'établissaient à 13,2 milliards \$, une augmentation de 43,9 % par rapport à l'an dernier.

Fait important, la taille moyenne du portefeuille par équipe de conseillers dans ce secteur a augmenté pour atteindre près de 100 millions \$ à la fin de l'exercice 2017, une hausse de 42 % d'un exercice à l'autre. Alors que nous avons continué d'accroître les produits tirés des activités à frais fixes, les produits tirés des activités transactionnelles ont également connu une hausse, les clients ayant accédé au marché de façon plus active grâce à notre leadership dans les activités de financement de démarrage pour les secteurs de croissance clés de l'économie.

Excellence pour tous les cycles du marché grâce à l'harmonisation de nos activités sur les marchés des capitaux

Nous sommes restés fortement déterminés à positionner l'entreprise pour un succès à long terme pendant que nos perspectives de croissance mondiale s'améliorent. L'année dernière, nous avons décidé de nous départir des activités au rendement inadéquat dans nos entreprises sur les marchés des capitaux et de mettre l'accent sur les secteurs de croissance clés de l'économie. Cette approche rigoureuse nous permet de fournir des services intégrés à l'échelle mondiale, qui favorisent le développement de relations clients à long terme et offrent des possibilités de croissance des produits des activités ordinaires sur un cycle commercial prolongé.

Nous avons également réalisé des placements prudents afin de recruter des professionnels de talent et d'améliorer nos capacités dans nos activités de financement de sociétés, de consultation ainsi que de financement et de restructuration de la dette. Pendant l'exercice, nous avons amélioré la coordination entre les activités et les régions et avons ajouté des équipes de vente et de négociation spécialisées. Ces initiatives nous ont permis d'approfondir les relations avec les clients et de retirer plus de valeur de nos activités existantes. Bien que nous ayons réduit de 11 % notre personnel mondial dans les activités liées aux marchés des capitaux d'un exercice à l'autre, j'ai l'immense plaisir d'annoncer une augmentation de 27,6 % des produits des activités ordinaires par employé dans ce secteur.

Nos efforts de diversification ont également permis de protéger nos activités de l'incidence de la chute des prix des produits de base. Pendant l'exercice, 74 % du total des produits

des activités ordinaires a été généré à l'extérieur du Canada. Même si nous sommes heureux d'observer un regain des activités dans les secteurs des mines et de l'énergie et que de solides équipes sont en place pour répondre à la demande croissante, notre dépendance à ces secteurs a également été réduite de façon importante. À l'exercice 2017, 74 % du total des produits tirés du financement de sociétés et des services de consultation provenait de secteurs autres que celui des ressources. Bien que le secteur de l'énergie demeure un élément important pour la Société, notre exposition à ce secteur, évaluée en regard du total des produits des activités ordinaires à l'échelle de l'entreprise, était de moins de 5 %.

Position dominante à titre de banque d'investissement indépendante centrée et souple

Notre secteur des marchés des capitaux mondiaux a généré des produits des activités ordinaires de 598,4 millions \$ à l'exercice 2017. Les produits des activités ordinaires ont augmenté dans toutes nos régions géographiques, et nous avons atteint la rentabilité pour chaque territoire. Même si l'exercice a commencé lentement, les nouvelles émissions et les activités de consultation se sont améliorées de façon graduelle au cours de la période de douze mois, le plus important accroissement ayant eu lieu au cours du quatrième trimestre.

L'équipe australienne des marchés des capitaux a fermement positionné Canaccord Genuity en tant que principal concurrent du marché intermédiaire dans la région et a établi un record à l'exercice 2017 avec une hausse de 91,7 % d'un exercice à l'autre. Nos activités aux États-Unis ont également inscrit un rendement record grâce à nos activités de négociation élargies, qui ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 21,3 % par rapport à ceux de l'exercice précédent,

un nouveau sommet dans ce secteur. Le niveau de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada a continué d'être inférieur aux niveaux historiques, mais l'équipe a réussi à obtenir une augmentation du financement de sociétés de 131,5 % d'un exercice à l'autre. La collaboration entre notre groupe de montage de placement et nos équipes de gestion de patrimoine nous a permis de terminer un certain nombre de financements de démarrage pour des clients entrepreneurs.

La performance de nos activités au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï a été touchée par la rareté des émissions d'actions au Royaume-Uni, en raison de l'incertitude ayant suivi le résultat du référendum sur le Brexit, qui a commencé à s'inverser pendant le deuxième semestre de l'exercice. Une importante amélioration du rendement a eu lieu au quatrième trimestre, attribuable surtout à plusieurs mandats de services consultatifs d'envergure dirigés par nos équipes au Royaume-Uni et à Dubaï.

L'amélioration du contexte économique ainsi que les progrès que nous avons réalisés dans nos activités nous donnent de bonnes raisons d'être optimistes quant au rendement futur. Cependant, nous demeurons tout de même préparés à faire face à un éventuel accroissement de la volatilité ou à un repli du marché. Bien que nous ayons réalisé des profits stables dans nos activités de négociation, nous savons que les résultats peuvent varier selon la date de clôture des transactions.

Au Royaume-Uni, les résultats récents des élections générales vont certainement entraîner une incertitude à l'égard des activités de mobilisation de capitaux et de négociation. Néanmoins, s'il advenait que la volatilité s'accroisse, nous prévoyons que les activités de négociation de nos entreprises des

marchés des capitaux et de gestion de patrimoine dans cette région bénéficieront de la hausse des activités de négociation, comme elles l'ont fait au cours des mois suivant le résultat du référendum sur le Brexit. Nous avons également positionné ce secteur de façon proactive dans le cadre de MiFID II, en concentrant nos placements en recherche sur les actions dans des secteurs clés où nous pouvons jouer un rôle de chef de file en tirant parti des avantages de notre perspective mondiale unique et en améliorant nos capacités d'exécution. Notre outil de sélection de titres et de création d'idées exclusif, Quest^{MD}, procure un autre avantage concurrentiel au Royaume-Uni et à l'échelle mondiale, tant à titre d'offre distincte qu'à titre de complément solide à notre offre de recherche existante.

De plus, les changements moins rapides que prévu à Washington ont entraîné un retour vers la prudence sur les marchés des capitaux et les marchés boursiers aux États-Unis. Toutefois, nous estimons que la hausse des résultats, l'amélioration du contexte économique mondial et des fonds propres relativement disponibles pour les secteurs de croissance favoriseront un contexte d'exploitation positif pour nos activités.

La stratégie à l'œuvre – cohérente, souple et axée sur la stabilité à long terme

Grâce à une équipe allégée et souple qui priorise méthodiquement les occasions de gain d'efficacité dans l'ensemble de nos activités, nous avons la chance de travailler avec des professionnels qui font preuve d'une grande intégrité et qui portent une attention particulière au résultat net.

J'ai déjà dit que, peu importe le résultat d'un événement, la Société est en mesure de le gérer. Même si nous continuons d'anticiper des hausses périodiques des niveaux de volatilité alors que les marchés réagissent aux particularités des changements aux règlements et aux politiques, notre bilan demeure suffisamment solide pour réaliser notre plan d'affaires, et notre indépendance nous permet de saisir des possibilités et d'apporter des ajustements au fur et à mesure que la conjoncture des marchés évolue.

Au sein de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine, notre atout concurrentiel demeure notre capacité d'offrir à notre clientèle des services très pertinents ainsi qu'un accès à une riche expertise mondiale, qui constituent pour nous une formidable possibilité de dominer le marché dans toutes nos activités et régions géographiques.

J'aimerais remercier l'ensemble du personnel, des partenaires et des administrateurs pour les efforts continus qu'ils déploient afin de réaliser notre stratégie pendant cette période de transformation pour la Société. Bien que nous ayons encore du travail à faire, je suis convaincu que notre culture de partenariat renouvelée et notre engagement infaillible à améliorer la stabilité dans l'ensemble de nos activités nous permettront de dégager d'excellents résultats à l'avenir.

Salutations cordiales,

DAN DAVIAU

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR DU CONSEIL



Grâce aux efforts combinés de nos partenaires et de nos employés, nous avons amélioré de façon notable l'alignement dans l'ensemble de nos activités et renforcé nos capacités dans les domaines où nous pouvons être des chefs de file, de sorte que nous avons augmenté notre part de marché et mieux protégé notre entreprise contre l'incidence de facteurs qui sont hors de notre contrôle. Tous ces changements ont eu des répercussions évidentes sur notre rendement au deuxième semestre de l'exercice, notamment au quatrième trimestre.

Au cours des dernières années, notre entreprise et notre secteur ont fait face à des difficultés importantes qui ont non seulement eu une incidence sur notre performance financière, mais nous ont également poussés à engager un sérieux dialogue au sein de l'entreprise. Bien que nombre de ces difficultés aient échappé à notre contrôle, je crois que la réponse à un contexte de changement profond a été gérée admirablement à l'échelle de la Société. Dan Daviau et son comité de gestion mondiale ont incité les employés de tous les secteurs d'activité à travailler en partenariat et à contribuer à l'élimination de tous les obstacles qui limitaient notre capacité d'être les chefs de file du marché dans nos secteurs de prédilection. Dans le cadre de cette initiative, nous avons également pris des mesures pour améliorer l'actionnariat et aligner plus étroitement l'intérêt de nos employés sur celui de nos actionnaires. Cette culture de partenariat bonifiée a soutenu notre capacité à proposer des idées et à les mettre en œuvre de façon coordonnée pour les entrepreneurs et les investisseurs partout dans le monde.

Notre stratégie à plus long terme, soit accroître la stabilité au sein de notre entreprise, vise explicitement à ajuster la composition de nos activités pour privilégier celles qui fournissent une base plus solide pour générer des résultats et ultimement des multiples plus élevés sur le marché. Dans cette optique, nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie axée sur la croissance importante de nos activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. Notre objectif est d'accroître notablement la contribution de nos activités mondiales de gestion de patrimoine au cours des prochaines années. Cette contribution accrue fournira une assise plus stable pour nos résultats qui sera consolidée par nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux lorsque les conditions sur nos principaux marchés seront favorables aux secteurs de croissance sur le marché intermédiaire.

Nos activités de gestion de patrimoine sont très bien positionnées pour tirer parti des possibilités qu'offre la migration du secteur vers des solutions uniformisées pour les clients. En s'appuyant sur la profondeur de notre expertise mondiale ainsi que sur notre gamme de produits exceptionnelle, nos équipes de conseillers en placement sont en mesure d'offrir une gamme hautement concurrentielle de services sur mesure aux investisseurs fortunés et très aisés dans chacun de nos marchés.

Nous nous sommes toujours montrés très vigilants en matière de surveillance des risques à l'échelle de l'entreprise, en plus d'assurer un niveau adéquat de ressources pour relever les défis dans le contexte réglementaire où nous menons nos activités. Le conseil continue d'être déterminé à faire en sorte que l'entreprise jouisse d'une situation de capital solide et à protéger la valeur pour les actionnaires.

Après la fin de l'exercice, nous avons annoncé notre intention de réviser notre politique de dividende, pour pouvoir redistribuer une partie du résultat net à nos actionnaires ordinaires tout en gérant la variabilité inhérente à notre environnement d'exploitation. Dans l'avenir, nous prévoyons distribuer chaque

année entre 25 % et 50 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Notre Société peut s'appuyer sur des atouts extraordinaires, alors qu'elle restructure ses activités pour accroître la performance dans un contexte de marché en évolution constante. Nous avons un modèle d'affaires mieux intégré, une feuille de route établie en matière d'idées et de solutions de classe mondiale offertes à nos clients, un important fonds de roulement, une équipe de direction à l'écoute de nos actionnaires grâce à son investissement direct et à l'attention particulière qu'elle accorde au résultat net.

En ce début d'exercice 2018, nous sommes optimistes quant à notre position sur le marché et à notre stratégie à long terme. Comme nous continuons d'améliorer la composition de nos activités, je suis convaincu que le Groupe Canaccord Genuity est très bien positionné pour continuer d'accroître nos produits des activités ordinaires, obtenir une part de marché supérieure à la moyenne et générer des rendements à long terme et en croissance pour nos actionnaires.

Au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier l'équipe de la haute direction et tous les employés du Groupe Canaccord Genuity pour leur engagement à renforcer notre Société et à accroître la productivité. Alors que nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie, nous avons la chance de pouvoir compter sur un groupe diversifié de professionnels résilients et dévoués qui ont à cœur le succès de leurs clients, de leurs collègues et de nos actionnaires.

Et vous, nos actionnaires, je vous remercie de votre soutien indéfectible à la stratégie que nous mettons en œuvre. Nous maintenons notre engagement à générer de la valeur pour vous dans toutes nos réalisations.

DAVID KASSIE

Président-directeur du conseil
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Réussir grâce à une culture solide

Nous sommes des partenaires

Notre culture dépend de la façon dont nous interagissons. À titre de banque d'investissement mondiale, nous nous distinguons chaque jour en offrant une perspective réellement mondiale qui, par sa nature, est le fruit d'une grande collaboration et de la coopération transfrontalière et à l'échelle des divisions. **En tant que partenaires, nous partageons les bonnes idées et les meilleures pratiques, nous mettons en contact les gens et offrons de l'aide, et nous nous traitons avec dignité et respect.**

Nous sommes des entrepreneurs

Nous ne sommes pas une grande banque. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'être une société horizontale, en éliminant la bureaucratie et en favorisant l'innovation. **Nous avons la chance de disposer de la souplesse voulue pour savoir reconnaître les nouvelles possibilités et pour prendre des risques calculés, à l'heure où nous défendons vigoureusement les intérêts de nos clients.**

Nous encourageons la collégialité

Nous voulons être une société dans laquelle les gens sont habilités à répondre aux attentes de leurs clients avec l'aide de tous leurs partenaires. **Nous appuyons nos collègues à l'échelle internationale pour leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes, en favorisant un environnement convivial, collaboratif et ouvert.**

Nous travaillons d'arrache-pied

À titre de banque d'investissement du marché intermédiaire, nous ne bénéficions pas de la plupart des avantages dont disposent nos concurrents plus importants. **Nous travaillons mieux et plus fort, nous nous préparons davantage en vue de chaque réunion avec les clients, nous saisissons toutes les possibilités d'acquiescer de l'expérience et des compétences, et nous déployons toujours des efforts supplémentaires pour obtenir des résultats appréciables pour nos clients et notre entreprise.**

Nous agissons avec intégrité

Nous devons toujours agir avec rigueur et intégrité, que ce soit envers les clients que nous représentons ou à l'égard de la qualité de nos recherches et des gens que nous recrutons. **Nous nous efforçons de toujours agir de façon éthique et honnête.**

Nous mettons l'accent sur les bénéfices

Nous sommes, pour la plupart, des actionnaires, et nous savons que le résultat final de tous nos efforts se mesure en fonction de la hausse durable du cours des actions. Pour ce faire, les produits doivent augmenter et, surtout, les coûts doivent diminuer. **Nous devons tous prendre des décisions éclairées en matière d'utilisation de nos précieuses ressources et d'amélioration de l'efficacité à l'échelle de notre entreprise.** Ainsi, nous obtiendrons de meilleurs résultats lorsque les temps seront durs, comme à l'heure actuelle, et nous pourrons nous démarquer lorsque les marchés se normaliseront.

CA AU US UAE UK FR IE

Revue financière

10	Rapport de gestion	43	Centre financier international
10	Mesures non conformes aux IFRS	43	Transactions avec des parties liées
11	Vue d'ensemble des activités	44	Méthodes comptables critiques et estimations
13	Faits saillants de l'exercice 2017	47	Instruments financiers
16	Environnement de marché au cours de l'exercice 2017	48	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
17	Perspectives pour l'exercice 2018	48	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
18	Aperçu des exercices précédents – Exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015	49	Gestion des risques
19	Aperçu financier	52	Politique en matière de dividendes
24	Informations financières trimestrielles	52	Déclaration de dividende
27	Résultats par secteur d'activité	53	Renseignements supplémentaires
38	Situation financière	54	Rapport des auditeurs indépendants
39	Arrangements hors bilan	55	États financiers consolidés et notes
40	Situation de trésorerie et sources de financement	97	Informations supplémentaires
40	Actions privilégiées	103	Glossaire
41	Données sur les actions en circulation		
42	Régimes de paiement fondés sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2018 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2018 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2017 clos le 31 mars 2017 – ce document est daté du 1^{er} juin 2017.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2017 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc. et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2017 et 2016, à partir de la page 55 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Groupe Canaccord Genuity Inc. comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont aux termes des options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie représentent la valeur de marché des biens des clients qui sont gérés et administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, dont la Société tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, ainsi que certains éléments de la charge généralement inclus dans les frais de développement, qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique non liée aux activités d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Groupe Canaccord Genuity. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Groupe Canaccord Genuity; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

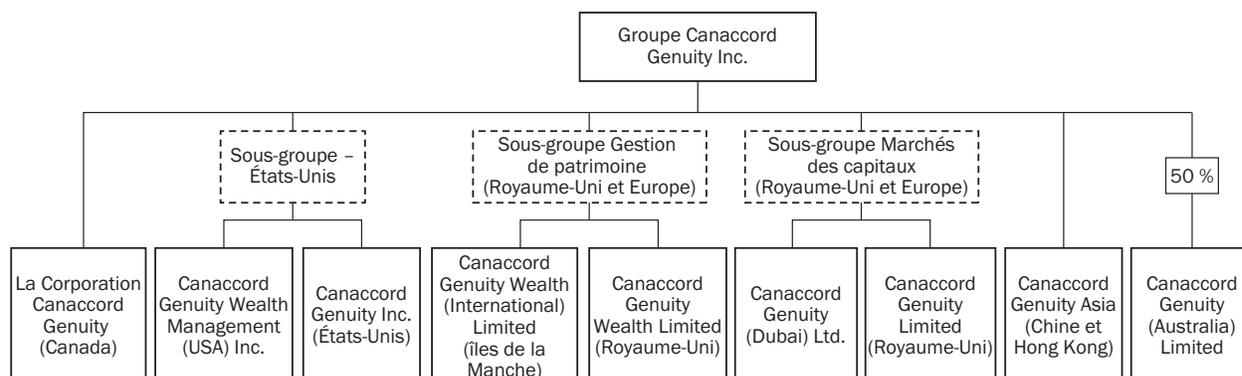
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux îles de la Manche et à l'île de Man.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2017, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (58 % au 31 mars 2016).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont liées à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société prévoit accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiales. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu accroître ses investissements régionaux dans les secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2017, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : métaux et mines, énergie, technologie, immobilier, développement durable, soins de santé et sciences de la vie, produits de consommation et de détail, agriculture et fertilisants, infrastructures, aérospatiale et matériel de défense, produits financiers, et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Faits saillants de l'exercice 2017

SIÈGE SOCIAL

- Le 6 juin 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé un placement privé sans courtier (« placement privé ») aux employés de la Société à un prix d'achat de 4,17 \$ CA par unité, chaque unité étant composée d'une action ordinaire de la Société ainsi que d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permettra au porteur de souscrire une action ordinaire de la Société au prix d'exercice de 4,99 \$ pour une période de six mois à compter du troisième anniversaire de la clôture. Le produit tiré du placement privé a été utilisé pour financer les fiducies à l'intention des employés de la Société, constituées conformément au régime d'intéressement à long terme, qui ont acheté des actions ordinaires sur le marché visant à couvrir les octrois d'unités d'actions temporairement inaccessibles aux employés qui ont participé au placement privé. Dans le cadre du placement privé, la Société a émis un total de 6 876 824 unités à un prix de 4,17 \$ CA par unité.
- Le 30 juin 2016, la Société a conclu la vente de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd à SAC Capital Private Limited.
- Le 11 août 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 des actions ordinaires de la Société conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Un total de 99 800 actions a été racheté et annulé aux termes de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017.
- Le 1^{er} septembre 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé que le taux de dividendes sur ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») serait de 3,885 % pour la période du 1^{er} octobre 2016 au 30 septembre 2021.
- Le 27 octobre 2016, la Société a conclu un placement privé de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles d'un montant en capital total de 60 millions \$. La Société a l'intention d'utiliser le produit net tiré de ce placement pour financer la croissance de ses activités de gestion de patrimoine au Canada, grâce au recrutement de conseillers en placement, et aux fins générales de l'entreprise. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 31 décembre 2016. Les débetures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débetures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2019.
- Le 9 février 2017, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé, avec effet immédiat, la nomination de Don MacFayden à titre de vice-président à la direction et chef des finances et d'Adrian Pelosi à titre de vice-président à la direction, chef de la gestion des risques et trésorier.
- Le 3 mars 2017, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a acquis de Duncan Lawrie Private Banking des portefeuilles de clients à l'Île de Man.
- Le 24 mars 2017, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a acquis de C. Hoare & Co. ses activités d'investissement et de garde au Royaume-Uni.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 598,4 millions \$ à l'exercice 2017.
- Le résultat net avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 46,4 millions \$, une hausse de 56,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 134 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 6,7 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2017. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 53 transactions, qui ont recueilli 1,7 milliard \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 24 transactions, qui ont totalisé 2,8 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 20 transactions, qui ont récolté 1,2 milliard \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a été chef de file pour 37 transactions, qui ont mobilisé 1,0 milliard \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2017, Canaccord Genuity a participé à un total de 368 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 47,1 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 232 transactions, qui ont recueilli 26,9 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 25 transactions, qui ont totalisé 3,0 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 69 transactions, qui ont récolté 15,7 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a participé à 42 transactions, qui ont mobilisé 1,5 milliard \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2017, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 113,4 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 260,0 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de bloc de 329,0 millions £ pour Playtech plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 40,0 millions £ pour Vernalis plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 62,6 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group à la Bourse de Londres

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

- Une transaction de 100,6 millions \$ AU pour Metals X Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 151,2 millions \$ AU pour Cooper Energy Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 50,0 millions \$ AU pour NetComm Wireless Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 60,5 millions \$ AU pour TFS Corporation Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 80,0 millions \$ AU pour Sundance Energy Australia Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 150,0 millions \$ CA pour NYX Gaming Group à la Bourse de croissance TSX
- Une transaction de 160,0 millions \$ CA pour Acasta Enterprises Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de bloc de 186,0 millions \$ CA pour un porteur de Great Canadian Gaming Corporation à la Bourse de Toronto
- Un premier appel public à l'épargne de 400,0 millions \$ CA pour Aritzia Inc. à la Bourse de Toronto
- Un premier appel public à l'épargne de 60,0 millions \$ CA pour CanniMed Therapeutics Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 65,0 millions \$ CA pour DHX Media Ltd. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 65,7 millions \$ CA pour Belo Sun Mining Corp. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 66,5 millions \$ CA pour InPlay Oil Corp. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 82,2 millions \$ CA pour Osisko Mining Inc. à la Bourse de Toronto
- Un premier appel public à l'épargne de 123,0 millions \$ US pour iRhythm Technologies, Inc. au NASDAQ
- Une transaction de 125,0 millions \$ US pour Synergy Pharmaceuticals, Inc. au NASDAQ
- Un premier appel public à l'épargne de 126,5 millions \$ US pour Xencor, Inc. au NASDAQ
- Un premier appel public à l'épargne de 134,6 millions \$ US pour AquaVenture Holdings Limited à la Bourse de New York
- Une transaction de 151,5 millions \$ US pour Exact Sciences Corporation au NASDAQ
- Une transaction de 152,0 millions \$ US pour Renewable Energy Group, Inc. au NASDAQ
- Une transaction de 172,5 millions \$ US pour Advanced Accelerator Applications S.A. au NASDAQ
- Un premier appel public à l'épargne de 172,5 millions \$ US pour Twilio, Inc. à la Bourse de New York
- Un placement complémentaire de 201 millions \$ US pour Sage Therapeutics au NASDAQ
- Une transaction de 275 millions \$ US pour Kenmare Resources plc à la Bourse de Londres et à la International Securities Exchange
- Une transaction de 322,0 millions \$ US pour Twilio Inc. à la Bourse de New York
- Un placement complémentaire de 329,9 millions \$ US pour Shopify, Inc. à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 955,0 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2017.
- Au cours de l'exercice 2017, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de DP World dans le cadre de son véhicule de placement de 3,7 milliards \$ US en partenariat avec la Caisse de dépôt et placement du Québec
 - Conseiller de ThinkSmart Limited dans le cadre de son admission à l'AIM
 - Conseiller de Learning Technologies Group plc dans le cadre de son offre acceptée pour NetDimensions, cotée à l'AIM
 - Conseiller de Sirius Real Estate Limited dans le cadre de son transfert de l'AIM au Main Market
 - Conseiller de Kier Group plc dans le cadre de la vente de ses activités d'ingénierie d'infrastructure et de services-conseils environnementaux à WSP Global Inc. pour un montant de 75 millions £
 - Conseiller de Catapult Environmental Inc. dans le cadre de sa commandite en actions de sociétés à capital fermé par ARC Financial Corp.
 - Conseiller de TransGlobe Energy Corporation dans le cadre de son acquisition d'actifs canadiens pour un montant de 80 millions \$ CA
 - Conseiller de General Mining Corporation Limited dans le cadre de sa fusion avec Galaxy Resources Limited
 - Conseiller de Stride Gaming dans le cadre de son acquisition de certains actifs de Tarco, de Netboost Media Limited et de 8Ball Games Limited pour un montant de 70,2 millions £
 - Conseiller de Areva SA dans le cadre de la vente de Canberra à Mirion Technologies
 - Conseiller de NYX dans le cadre de son acquisition de OpenBet pour un montant de 270 millions £
 - Conseiller de Tahoe Resources Inc. dans le cadre de son acquisition de Lake Shore Gold Corp. pour un montant de 945,0 millions \$ CA
 - Conseiller de Reservoir Minerals dans le cadre de sa fusion avec Nevsun Resources, pour une contrepartie totale de 440,0 millions \$ US, et de l'exercice de ses droits de préemption relativement au projet Timok Copper de Reservoir, pour une contrepartie totale de 262,5 millions \$ US

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 272,3 millions \$ au cours de l'exercice 2017.
- Les actifs totaux sous administration au Canada et les actifs totaux sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 38,6 milliards \$ au 31 mars 2017², en hausse de 5,9 milliards \$ ou 18,0 % par rapport à ceux à la fin de l'exercice 2016.

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 132,3 millions \$ au cours de l'exercice 2017 et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a enregistré un résultat net de 2,0 millions \$.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 13,2 milliards \$ au 31 mars 2017, en hausse de 43,9 % par rapport à 9,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2016².
- Les actifs sous gestion s'établissaient à 2,6 milliards \$ au 31 mars 2017, en hausse de 1,4 milliard \$ par rapport à ceux à la fin de l'exercice 2016².
- Au 31 mars 2017, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 141 équipes de conseillers au Canada³, soit 2 équipes de plus qu'au 31 mars 2016.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 134,8 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a enregistré un résultat net de 27,6 millions \$ avant impôt à l'exercice 2017¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 24,5 milliards \$ (14,7 milliards £), une hausse de 7,6 % par rapport à 22,8 milliards \$ (12,2 milliards £) à la fin de l'exercice 2016². Évalués en monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 mars 2017 ont augmenté de 19,9 % par rapport à ceux de l'exercice 2016.
- Au 31 mars 2017, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity regroupait 118 gestionnaires en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe, soit le même nombre qu'au 31 mars 2016.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Environnement de marché au cours de l'exercice 2017

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Au cours du premier semestre de l'exercice 2017, la croissance économique mondiale a semblé s'accélérer de nouveau après le ralentissement observé à la fin de l'exercice précédent. Bien que la stagnation du commerce à l'échelle mondiale, la faiblesse des investissements des entreprises et l'incertitude suscitée par les politiques aient nuï à la performance de l'économie mondiale au premier semestre de l'exercice 2017, l'accroissement des dépenses personnelles de consommation, le renforcement des marchés de l'emploi et le programme favorable à la croissance de la nouvelle administration américaine ont contribué au regain de confiance des entreprises et des consommateurs à l'échelle mondiale vers la fin de l'exercice 2017.

Même si la croissance de l'économie mondiale a ralenti plus que prévu au cours de l'exercice 2017, l'indice S&P 500 (+14,7 %), l'indice S&P/TSX (+15,2 %), les actions européennes (+12,9 %) et les actions des marchés émergents (+14,5 %) ont tous enregistré des rendements positifs au cours de la période de douze mois.

FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET CONSULTATION

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés de petite et moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale, comme il est mentionné à la page 14. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, indépendamment de la conjoncture et des conditions de marché générales, et la réglementation adoptée par les gouvernements peut également avoir une incidence considérable sur la mobilisation de capitaux par les plus petites entreprises. La volatilité de l'environnement d'affaires dans ces secteurs ou sur le marché des titres de sociétés œuvrant dans les secteurs des régions où nous exerçons nos activités peut se répercuter défavorablement sur nos résultats financiers et, ultimement, sur la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La morosité de la conjoncture économique et des conditions du marché des capitaux mondial a rendu difficile l'environnement d'affaires pour l'activité de fusion et d'acquisition sur le marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais peut offrir des possibilités pour nos activités de restructuration.

Malgré un début d'amélioration au quatrième trimestre, les activités de mobilisation de capitaux se sont maintenues en deça des niveaux historiques dans la plupart de nos principaux marchés au cours de l'exercice 2017.

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/17	T2/17	T3/17	T4/17	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
Bourse de Toronto et Bourse de croissance							
TSX (milliards \$ CA)	20,4	13,1	15,8	13,4	62,7	53,5	17,2 %
AIM (milliards £)	1,2	1,3	1,5	0,9	4,9	5,4	-9,3 %
NASDAQ (milliards \$ US)	16,3	19,1	21,1	17,7	74,2	75,7	-2,0 %
ASX (milliards \$ AU)	15,6	18,3	18,5	6,6	59,0	101,7	-42,0 %
LSE (milliards £)	3,3	3	7	4,3	17,6	24,8	-29,0 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, statistiques de la Bourse d'Australie, Dealogic et Placement Tracker

La reprise dans le secteur des ressources naturelles a contribué au renforcement des activités de financement d'entreprises de nos activités australiennes. Aux États-Unis, l'issue de l'élection fédérale de novembre a envoyé une onde choc positive sur les marchés des capitaux, ce qui a contribué à l'intensification des activités de financement dans la région.

Malgré le retour des signes de stabilité sur le marché du Royaume-Uni, après que le Brexit ait perturbé les marchés boursiers et les marchés des devises au début de l'exercice, les activités de mobilisation des capitaux ont souffert de l'incertitude qui régnait dans la région pendant la période de douze mois. En prévision des modifications liées au MiFID II et de la volatilité des nouvelles émissions, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie visant à renforcer ces activités en vue de la performance à long terme.

Nos activités mondiales de consultation ont tiré parti de l'accroissement des activités transfrontalières de fusion et d'acquisition, étant donné que de plus en plus d'entreprises cherchent à se diversifier.

NÉGOCIATION

Au début de l'exercice 2017, les volumes de négociation sur nos principaux marchés ont été moins élevés qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise dans les secteurs des mines et de l'énergie combinée à nos efforts visant à relancer nos activités de négociation et à accroître notre part des segments de marché moins cycliques ont contribué à la hausse des honoraires tirés des activités de négociation transfrontalières au cours de la période. L'annonce des résultats du référendum sur le Brexit à la fin de juin 2016 a été suivie par une période de volatilité accrue qui s'est traduite par une augmentation des volumes de négociation dans la région. À l'extérieur du Royaume-Uni et de l'Europe, l'intensification, pendant le reste de l'exercice, des activités de négociation des actions de sociétés mondiales de petite et moyenne capitalisation d'un exercice à l'autre reflète l'intérêt accru des investisseurs pour les titres de croissance, étant donné que la conjoncture économique mondiale favorise davantage l'augmentation du cours des actions et du prix des produits de base. De plus, la tendance croissante vers une baisse des commissions de négociation et la croissance continue de la négociation électronique signifient que l'augmentation des volumes de négociation n'est pas liée directement à la hausse des commissions de négociation.

VOLUMES DE NÉGOCIATION MONDIAUX DE SOCIÉTÉS À PETITE ET MOYENNE CAPITALISATION (MOYENNE MOBILE SUR 50 JOURS)

	T1/17	Variation du T1 (d'un exercice à l'autre)	T2/17	Variation du T2 (d'un exercice à l'autre)	T3/17	Variation du T3 (d'un exercice à l'autre)	T4/17	Variation du T4 (d'un exercice à l'autre)
Indice Russell 2000	2 828,0	-9,3 %	3 065,8	4,8 %	3 227,7	11,6 %	3 422,1	32,5 %
Indice S&P Midcap	1 342,5	-10,1 %	1 474,0	-3,5 %	1 553,3	7,8 %	1 603,7	12,0 %
Indice FTSE 100	6 190,4	-10,3 %	6 806,0	7,6 %	6 901,6	10,3 %	7 280,1	21,2 %
MSCI EU MidCap ETF	139,5	-5,6 %	155,7	12,6 %	159,9	15,7 %	171,5	27,8 %
Indice composé TSX	13 934,8	-7,3 %	14 644,1	5,9 %	15 004,4	12,4 %	15 565,4	20,6 %

Source : FactSet

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

Au cours de l'exercice, les valeurs de marché ont tiré profit du rendement de l'ensemble des actions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Amérique du Nord, et les valeurs de marché des actifs de nos activités de gestion de patrimoine ont augmenté en raison de la hausse des évaluations boursières des actions mondiales de sociétés à petite et à moyenne capitalisation.

RENDEMENT MONDIAL DES CATÉGORIES D'ACTIFS

	Variation du T1 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T2 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T3 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T4 (d'un trimestre à l'autre)	Variation de 2017 (d'un exercice à l'autre)	Variation de 2016 (d'un exercice à l'autre)
Rendement total (compte non tenu des devises)						
Indice S&P 500	2,5 %	3,9 %	3,8 %	6,1 %	17,2 %	1,8 %
Indice S&P/TSX	5,1 %	5,5 %	4,5 %	2,4 %	18,6 %	-6,6 %
Indice MSCI EAE0	-1,2 %	6,5 %	-0,7 %	7,4 %	12,2 %	-7,9 %
Indice MSCI des marchés émergents	0,8 %	7,7 %	-1,4 %	7,8 %	15,5 %	-7,4 %
Indice S&P GS Commodity	12,7 %	-4,2 %	5,8 %	-5,1 %	8,4 %	-28,7 %
Obligations du Trésor américain à 10 ans	3,3 %	-0,8 %	-6,0 %	0,8 %	-3,0 %	3,1 %
\$ CA/\$ US	0,6 %	-1,6 %	-2,3 %	0,9 %	-2,3 %	-2,4 %
\$ CA/€	3,1 %	-2,7 %	4,5 %	-0,4 %	4,4 %	-8,0 %

Source : Thomson Reuters Datastream

L'accroissement du fardeau réglementaire et la hausse des coûts ont radicalement changé l'environnement concurrentiel du secteur de la gestion de patrimoine. Un grand nombre de petits cabinets ont dû fusionner ou fermer leurs portes, ce qui a permis de créer des possibilités de collecte d'actifs pour notre Société, qui a la taille et les ressources nécessaires pour faire face à ces changements. Alors que de plus en plus d'investisseurs demandent à avoir accès aux mêmes catégories d'actifs et stratégies de placement que les investisseurs institutionnels, les équipes de conseillers de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ont été en mesure d'offrir des conseils et des services différenciés et hautement personnalisés à des clients fortunés et aisés dans toutes les régions géographiques où nous menons des activités de gestion de patrimoine.

Perspectives pour l'exercice 2018

Selon les Perspectives de l'économie mondiale du FMI, la croissance économique mondiale devrait s'améliorer en 2017, pour atteindre 3,4 % (en hausse par rapport à 3,1 % en 2016). Étant donné la relation inversée entre le dollar américain et les prix des produits de base, un dollar américain stable ou faible pourrait avoir des répercussions à l'échelle mondiale, en stimulant les dépenses en immobilisations liées aux produits de base. Outre une nouvelle accélération de la croissance mondiale, nous prévoyons que les actions des sociétés de ressources dans les secteurs de l'énergie et des matériaux tireront parti d'une autre période de rendement supérieur au cours de l'exercice 2018.

En ce qui concerne les marchés boursiers, les multiples d'évaluation élevés au Canada et aux États-Unis nous permettent d'anticiper que ce sera la croissance des bénéfices qui soutiendra le rendement des marchés boursiers, plutôt que la progression des évaluations. Nous prévoyons que la reprise de la croissance des bénéfices devrait se prolonger à l'exercice 2018, mais l'histoire révèle que les risques de correction du marché boursier augmentent lorsque les marchés sont soutenus par les bénéfices plutôt que par le ratio cours/bénéfices. Dans l'ensemble, même si nous nous attendons à un accroissement de la volatilité du marché à l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017, nous prévoyons que les marchés offriront un rendement positif aux investisseurs.

En ce qui a trait aux activités sur les marchés des capitaux, nous sommes d'avis que la nouvelle accélération de la croissance mondiale pourrait se traduire par des apports plus importants des diverses plateformes géographiques dans toutes nos activités. Nous prévoyons que l'abondance de liquidités et les conditions de financement favorables devraient stimuler les activités de fusions et acquisitions et de consultation sur le marché intermédiaire pendant l'exercice à venir. Les évaluations élevées du marché favorisent également l'amélioration des perspectives pour les premiers appels publics à l'épargne dans les secteurs mondiaux de croissance, soit ceux que

nous privilégions. Dans un contexte favorable aux produits de base, l'émission d'actions devrait demeurer importante, de nombreuses sociétés du secteur des ressources ayant la possibilité de chercher du financement pour relancer les dépenses d'investissement ou pour acquérir des actifs peu coûteux. Nous sommes sûrs que nos activités de placement pour compte bénéficieront de la hausse du cours des actions et du prix des produits de base ainsi que de l'accroissement de la volatilité du marché. Enfin, nous croyons que le rendement positif des actifs permettra le maintien de la croissance de nos activités mondiales de gestion de patrimoine.

Aperçu des exercices précédents – Exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2016 (exercice 2016) s'est élevé à 787,8 millions \$, en baisse de 93,0 millions \$, ou 10,6 %, par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2015, du fait surtout de l'affaiblissement de la conjoncture des marchés dans l'ensemble des régions où nous menons nos activités.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit une perte nette de 358,6 millions \$ au cours de l'exercice 2016, comparativement à une perte nette de 11,3 millions \$ à l'exercice 2015, attribuable surtout à certains éléments importants qui comprennent les charges de dépréciation du goodwill et d'autres actifs et les frais de restructuration. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte nette pour l'exercice 2016 a été de 6,0 millions \$, par rapport à un résultat net de 53,3 millions \$ pour l'exercice 2015.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2017	2016	2015	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	396 741 \$	376 817 \$	374 058 \$	19 924 \$	5,3 %
Financement de sociétés	196 129	132 029	236 551	64 100	48,5 %
Honoraires de consultation	130 749	160 180	153 302	(29 431)	(18,4) %
Négociation à titre de contrepartiste	119 040	85 559	75 217	33 481	39,1 %
Intérêts	16 847	16 830	22 212	17	0,1 %
Autre	20 040	16 390	19 423	3 650	22,3 %
Total des produits des activités ordinaires	879 546	787 805	880 763	91 741	11,6 %
Charges					
Rémunération au rendement	454 998	417 876	455 480	37 122	8,9 %
Charges salariales	85 698	92 981	85 770	(7 283)	(7,8) %
Autres charges indirectes ³	284 966	302 530	305 822	(17 564)	(5,8) %
Frais de restructuration ⁴	—	17 352	24 813	(17 352)	(100,0) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁵	—	321 037	14 535	(321 037)	(100,0) %
Total des charges	825 662	1 151 776	886 420	(326 114)	(28,3) %
Résultat avant impôt sur le résultat	53 884	(363 971)	(5 657)	417 855	114,8 %
Résultat net	43 186 \$	(358 567) \$	(11 318) \$	401 753 \$	112,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	38 103 \$	(358 471) \$	(13 184) \$	396 574 \$	110,6 %
Participations ne donnant pas le contrôle	5 083 \$	(96) \$	1 866 \$	5 179 \$	négl.
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	0,29 \$	(4,09) \$	(0,27) \$	4,38 \$	107,1 %
RPA – après dilution	0,27 \$	(4,09) \$	(0,27) \$	4,36 \$	106,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires					
	5,0 %	(50,4) %	(2,9) %	55,4 p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,10 \$	0,25 \$	— \$	0,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	1,173 \$	1,375 \$	1,375 \$	(0,20) \$	(14,7) %
Dividendes par action privilégiée de série B	1,4375 \$	1,4375 \$	1,4375 \$	— \$	—
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	5,08 \$	4,99 \$	8,71 \$	0,09 \$	1,9 %
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des produits des activités ordinaires	878 353 \$	787 805 \$	880 763 \$	90 548 \$	11,5 %
Total des charges	817 096 \$	793 862 \$	827 458 \$	23 234 \$	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	61 257 \$	(6 057) \$	53 305 \$	67 314 \$	négl.
Résultat net	49 196 \$	(5 995) \$	39 330 \$	55 191 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	43 903 \$	(6 620) \$	36 448 \$	50 523 \$	négl.
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5 293 \$	625 \$	2 882 \$	4 668 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,32 \$	(0,21) \$	0,25 \$	0,53 \$	252,4 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	1 778 970 \$	51,9 %
Total du passif	4 426 873	2 665 895	3 242 088	1 760 978	66,1 %
Participations ne donnant pas le contrôle	11 858	8 722	10 275	3 136	36,0 %
Total des capitaux propres	764 785	749 929	1 117 542	14 856	2,0 %
Nombre d'employés	1 700	1 795	1 928	(95)	(5,3) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016 et 40 % à l'exercice 2015).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis.

5) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et à nos activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour. La charge de dépréciation du goodwill comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débentures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont aux termes des options, bons de souscription et débentures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2017	2016	2015	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	879 546 \$	787 805 \$	880 763 \$	91 741 \$	11,6 %
Total des charges selon les IFRS	825 662	1 151 776	886 420	(326 114)	(28,3) %
<i>Produits des activités ordinaires</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	1 193	—	—	1 193	négl.
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	878 353	787 805	880 763	90 548	11,5 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 304	5 409	6 823	(2 105)	(38,9) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	321 037	14 535	(321 037)	(100,0) %
Frais de restructuration	—	11 305	20 997	(11 305)	(100,0) %
Frais de développement	—	1 157	—	(1 157)	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 262	6 055	7 591	(793)	(13,1) %
Frais de restructuration	—	165	783	(165)	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	—	5 882	3 033	(5 882)	(100,0) %
Frais de développement	—	6 904	5 200	(6 904)	(100,0) %
Total des éléments importants	8 566	357 914	58 962	(349 348)	(97,6) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	817 096	793 862	827 458	23 234	2,9 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	61 257 \$	(6 057) \$	53 305 \$	67 314 \$	négl.
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	12 061	(62)	13 975	12 123	négl.
Résultat net – ajusté	49 196 \$	(5 995) \$	39 330 \$	55 191 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,36 \$	(0,21) \$	0,27 \$	0,57	271,4 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,32 \$	(0,21) \$	0,25 \$	0,53	252,4 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. À l'exercice 2017, en regard de l'exercice 2016, la livre sterling s'est dépréciée de 13,2 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est légèrement apprécié de 0,04 %. Cette fluctuation des taux de change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges évaluée en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

RÉGIONS

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont maintenant incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait Singapour et la Barbade avant leur vente ou leur fermeture. Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

GOODWILL

Au 31 mars 2017, la Société a comptabilisé un goodwill d'un montant de 192,3 millions \$ dans son état de la situation financière et a inclus aux immobilisations incorporelles une immobilisation incorporelle à durée indéterminée d'un montant de 44,9 millions \$. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué relativement à ces immobilisations, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, le goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada ou la valeur des immobilisations incorporelles à durée indéterminée liées à la marque Genuity n'avaient pas subi de perte de valeur. Malgré cela, au 31 mars 2017, cette détermination était assujettie à des variations découlant de l'incertitude persistante à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial demeurait incertain et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si ses immobilisations incorporelles à durée indéterminée liées à la marque Genuity ont subi une perte de valeur, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

S'établissant à 879,5 millions \$, les produits des activités ordinaires de l'exercice 2017 ont augmenté de 11,6 %, ou 91,7 millions \$, en regard de ceux de l'exercice 2016, principalement en raison d'une hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés au Canada et en Australie ainsi que d'une augmentation des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont connu une augmentation de 66,1 millions \$, ou 12,4 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont été 24,1 millions \$, ou 22,3 %, plus élevés à l'exercice 2017 qu'à l'exercice 2016. Notre secteur Non sectoriel et autres a représenté 5,1 millions \$ de la hausse globale du total des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont diminué de 3,5 millions \$, ou 2,6 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016, du fait de la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont augmenté de 8,7 millions £, ou 12,4 %.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 19,9 millions \$, ou 5,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2016 pour s'établir à 396,7 millions \$ à l'exercice 2017. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté dans toutes les régions, à l'exception de ceux générés par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, qui ont diminué du fait de la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Étant donné l'amélioration de la conjoncture des marchés, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont accrus de 64,1 millions \$ pour s'établir à 196,1 millions \$ à l'exercice 2017, par rapport à 132,0 millions \$ à l'exercice 2016, principalement dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Une baisse par rapport à l'exercice précédent de 13,9 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni a contrebalancé cette hausse.

S'établissant à 130,7 millions \$, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une baisse de 18,4 %, ou 29,4 millions \$, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable au fléchissement des activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, soit 21,1 millions \$. Cette baisse provient surtout de la réduction des activités des sociétés. L'inclusion à l'exercice 2017 de nos activités à Dubaï dans le secteur du Royaume-Uni, dont les honoraires de consultation se sont élevés à 12,9 millions \$, a contrebalancé un recul des honoraires de consultation d'environ 13,2 millions \$ dans nos activités au Royaume-Uni entre l'exercice 2016 et l'exercice 2017.

L'augmentation de 33,5 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 119,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017, s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires enregistrés par toutes les régions. Plus particulièrement, nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni ont connu des hausses respectivement de 15,5 millions \$ et 12,2 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La hausse des produits tirés de la

négociation à titre de contrepartiste découle du maintien de notre stratégie de développement de nos pupitres de négociation spécialisés, lesquels exercent leurs activités dans des secteurs clés du marché, principalement les actions internationales et les sociétés de placement.

Les produits d'intérêts sont demeurés les mêmes à l'exercice 2017 que ceux de l'exercice précédent. Les autres produits qui se sont établis à 20,0 millions \$ ont augmenté de 3,7 millions \$, ou 22,3 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016, surtout en raison d'une hausse des profits de change et du gain de change réalisé à la cession de nos activités à Singapour.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
Rémunération au rendement	51,7 %	53,0 %	(1,3) p.p.
Charges salariales	9,8 %	11,8 %	(2,0) p.p.
Autres charges indirectes ¹	32,4 %	38,4 %	(6,0) p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	—	2,2 %	négl.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁴	—	40,8 %	négl.
Total	93,9 %	146,2 %	(52,3) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres.

4) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligable

Les charges de l'exercice 2017 ont été de 825,7 millions \$, en baisse de 28,3 %, ou 326,1 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 817,1 millions \$, en hausse de 23,2 millions \$, ou 2,9 %, par rapport à celui de l'exercice 2016. La baisse des charges s'explique essentiellement par les charges de dépréciation relatives au goodwill et aux autres actifs dans certaines de nos activités sur les marchés des capitaux comptabilisées à l'exercice 2016. Aucune charge de dépréciation n'a été comptabilisée à l'exercice 2017. En raison de la hausse des produits des activités ordinaires enregistrés au cours de l'exercice et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et coûts indirects, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 7,7 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2016. Le total des charges indirectes, compte non tenu de la charge de rémunération, a diminué de 6,0 % par rapport à celui de l'exercice 2016, en raison surtout de nos efforts de compression des coûts.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 455,0 millions \$, en hausse de 37,1 millions \$, ou 8,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, en partie du fait de l'accroissement des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a diminué de 1,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2016, pour s'établir à 51,7 % à l'exercice 2017. S'établissant à 85,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017, les charges salariales ont été de 7,3 millions \$, ou 7,8 %, moins élevées qu'à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la réduction de l'effectif. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a diminué de 3,3 points de pourcentage en regard de celle de l'exercice 2016, passant de 64,8 % à 61,5 %.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
Frais de négociation	65 211 \$	56 998 \$	14,4 %
Locaux et matériel	42 286	40 863	3,5 %
Communications et technologie	52 381	55 975	(6,4) %
Intérêts	12 744	10 222	24,7 %
Frais d'administration	79 011	87 004	(9,2) %
Amortissement ¹	21 124	25 339	(16,6) %
Frais de développement	12 209	26 129	(53,3) %
Total des autres charges indirectes	284 966 \$	302 530 \$	(5,8) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

Les autres charges indirectes ont diminué de 17,6 millions \$, ou 5,8 %, au cours de l'exercice 2017, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente une baisse de 6,0 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2016. La diminution globale des autres charges indirectes est attribuable aux baisses des frais d'administration, de la dotation aux amortissements, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais de développement, contrebalancées par des hausses des frais de négociation, des frais liés aux locaux et au matériel et de la charge d'intérêts.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont baissé de 8,0 millions \$, par suite du fléchissement des dépenses dans la plupart des secteurs d'activité, conformément aux initiatives de compression des coûts, y compris les initiatives mises en œuvre dans le cadre de la restructuration qui a eu lieu à la fin de l'exercice 2016.

La dotation aux amortissements a diminué de 4,2 millions \$, ou 16,6 %, comparativement à celle de l'exercice précédent, en partie en raison de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités sur les marchés des capitaux. La charge d'intérêts a augmenté de 2,5 millions \$ par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2016, en raison surtout de la hausse des charges dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et dans le secteur Non sectoriel et autres.

Les frais de développement ont reculé de 13,9 millions \$ en regard de ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016, principalement en raison d'une charge comptable hors trésorerie liée à la renonciation à une attribution d'actions accordée à notre chef de la direction dans le cadre du régime d'intéressement à long terme par suite de sa nomination au cours de l'exercice 2016. Une charge de 2,3 millions \$ inscrite à l'exercice 2016 liée aux coûts associés à la fin d'un projet de développement de logiciels, qui étaient auparavant incorporés à l'actif et qui ont été comptabilisés à titre de frais de développement à l'exercice précédent, a également contribué à cette diminution.

Les coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto ont entraîné une hausse de 1,4 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel enregistrés dans le secteur Non sectoriel et autres. Sans cette charge, les frais liés aux locaux et au matériel auraient diminué d'environ 1,4 million \$.

La hausse des activités de négociation dans nos activités aux États-Unis est le principal facteur qui a contribué à l'augmentation de 8,2 millions \$ des frais de négociation à l'exercice 2017 par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016. Les frais liés aux communications et à la technologie ont diminué de 3,6 millions \$, essentiellement sous l'effet des baisses enregistrées dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et dans nos activités de gestion de patrimoine.

Au cours de l'exercice 2016, le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des frais de restructuration de 17,4 millions \$ liés aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, à la fermeture de notre bureau à la Barbade, ainsi qu'aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation de 321,0 millions \$ relatives au goodwill et aux autres actifs associées à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger à Singapour. Aucune charge de restructuration ou de dépréciation n'a été comptabilisée au cours de l'exercice 2017.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2017 s'est établi à 43,2 millions \$, comparativement à une perte nette de 358,6 millions \$ à l'exercice 2016; cette hausse de 401,8 millions \$ s'explique en grande partie par le fait que les charges de dépréciation et les frais de restructuration comptabilisés à l'exercice 2016 n'étaient pas récurrents. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,27 \$ à l'exercice 2017, comparativement à une perte par action de 4,09 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net de l'exercice 2017 s'est chiffré à 49,2 millions \$, contre une perte nette de 6,0 millions \$ à l'exercice 2016, et le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,32 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,21 \$ à l'exercice 2016.

La charge d'impôt sur le résultat a été de 10,7 millions \$ pour l'exercice 2017, reflétant un taux d'impôt effectif de 19,9 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 1,5 % à l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

attribuable à la réduction des éléments non déductibles influant sur le calcul du résultat fiscal et à la hausse des actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger, qui n'ont pas été comptabilisées à l'exercice 2016. Pour une analyse plus détaillée de nos impôts, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du rapport de gestion à la page 44.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2017. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2017				Exercice 2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	105 890 \$	102 637 \$	95 342 \$	92 872 \$	97 915 \$	95 014 \$	89 182 \$	94 706 \$
Financement de sociétés	71 595	46 508	40 901	37 125	16 557	19 261	31 147	65 064
Honoraires de consultation	52 474	17 127	21 554	39 594	54 957	38 954	44 255	22 014
Négociation à titre de contrepartiste	31 066	33 569	26 859	27 546	25 199	20 202	17 592	22 566
Intérêts	5 217	4 017	4 005	3 608	3 441	3 981	4 334	5 074
Autre	5 414	4 250	4 941	5 435	2 843	4 425	4 092	5 030
Total des produits des activités ordinaires	271 656	208 108	193 602	206 180	200 912	181 837	190 602	214 454
Total des charges	234 251	202 397	192 845	196 169	228 210	532 456	189 103	202 007
Résultat net avant impôt sur le résultat	37 405	5 711	757	10 011	(27 298)	(350 619)	1 499	12 447
Résultat net	30 987 \$	4 544 \$	200 \$	7 455 \$	(22 709) \$	(346 388) \$	(431) \$	10 961 \$
Résultat par action – de base	0,29 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$
Résultat par action – après dilution	0,26 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$
Résultat par action – de base	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$
Résultat par action – après dilution	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016).

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENT IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2017				Exercice 2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	271 656 \$	208 108 \$	193 602 \$	206 180 \$	200 912 \$	181 837 \$	190 602 \$	214 454 \$
Total des charges selon les IFRS	234 251	202 397	192 845	196 169	228 210	532 456	189 103	202 007
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Canaccord Genuity</i>								
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	—	—	1 193	—	—	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	271 656	208 108	193 602	204 987	200 912	181 837	190 602	214 454
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	830	829	827	818	1 346	1 333	1 320	1 410
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	—	—	—	—	321 037	—	—
Frais de restructuration	—	—	—	—	8 328	2 977	—	—
Frais de développement	—	—	—	—	1 157	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés</i>								
<i>par Gestion de patrimoine</i>								
<i>Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 260	1 274	1 323	1 405	1 471	1 560	1 557	1 467
Frais de restructuration	—	—	—	—	165	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés</i>								
<i>dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	—	—	—	—	4 582	1 300	—	—
Frais de développement	—	—	—	—	6 904	—	—	—
Total des éléments importants	2 090	2 103	2 150	2 223	23 953	328 207	2 877	2 877
Total des charges compte non tenu des éléments importants	232 161	200 294	190 695	193 946	204 257	204 249	186 226	199 130
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	39 495	7 814	2 907	11 041	(3 345)	(22 412)	4 376	15 324
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	6 755	1 505	899	2 902	(1 232)	(3 268)	2 433	2 005
Résultat net – ajusté	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$
Résultat par action – de base – ajusté	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$
Résultat par action – après dilution – ajusté	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016).

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux et les activités dans nos secteurs cibles et les sociétés à croissance rapide. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Dans l'ensemble, les produits des activités ordinaires consolidés ont généralement progressé au cours des derniers trimestres, entraînant une hausse des résultats d'exploitation avant impôt. Au T4/17, les produits des activités ordinaires consolidés ont enregistré une augmentation de 30,5 % par rapport à ceux du T3/17 et de 35,2 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice

précédent. La division Canaccord Genuity, qui a souffert de l'affaiblissement général des conditions du marché tout au long de l'exercice 2016 et au premier semestre de l'exercice 2017, a généré des produits des activités ordinaires de 330,8 millions \$ au deuxième semestre de l'exercice 2017, en hausse de 23,6 % comparativement à ceux du premier semestre de l'exercice. Au T4/17, les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont augmenté de 44,5 % en regard de ceux du trimestre précédent et de 18,3 % comparativement à ceux du T4/16, principalement en raison de la hausse des produits tirés du financement de sociétés. Au T4/17, les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni se sont accrus de 94,3 % par rapport à ceux du T3/17 et de 91,0 % en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation au Royaume-Uni et à la contribution des activités à Dubaï. Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 17,1 millions \$ au T4/17, ce qui en fait le deuxième trimestre d'affilée à être rentable, et le trimestre le plus rentable de ce secteur opérationnel depuis le T4/15.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont augmenté de 17,1 % par rapport à ceux du T4/16, soit les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres pour ce secteur d'exploitation. Grâce à la hausse des produits des activités ordinaires et des efforts de compression des coûts, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 2,8 millions \$ pour le T4/17, soit le plus élevé depuis le T2/16 pour ce secteur d'exploitation.

Le bon rendement de nos activités en Australie s'est maintenu au cours des récents trimestres, les produits des activités ordinaires s'établissant à 20,3 millions \$ à la fin du T4/17, ce qui représente une hausse de 63,9 % par rapport au T3/17 et de 109,2 % en regard du T4/16.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi une incidence positive de la stabilisation de la conjoncture et de l'amélioration des activités de transaction, augmentant de 57,8 % au cours du T4/17 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et de 22,7 % comparativement au T3/17. Les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés dans ce secteur ont augmenté de 2,6 millions \$ au T4/17 par rapport à ceux du T3/17, et les produits tirés des commissions et des honoraires se sont accrus de 4,3 millions \$. Les actifs sous gestion ont également progressé au T4/17, augmentant de 109,8 % par rapport au T4/16, pour s'établir à 2,6 milliards \$ en raison des nouveaux actifs apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement et de l'amélioration des valeurs de marché. Les produits tirés des honoraires ont continué de s'accroître, mais les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits ont reculé en raison surtout de l'accroissement des activités de transaction pendant l'exercice.

Au cours de l'exercice 2017, la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a continué de générer des profits d'exploitation stables. À la fin du T4/17, les produits tirés des honoraires représentaient 70,5 %, soit 0,3 point de pourcentage de moins que ceux du T4/16. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont augmenté de 1,7 milliard \$, pour atteindre 24,5 milliards \$ à la fin du T4/17, comparativement à 22,8 milliards \$ à la fin du T4/16, malgré la dépréciation de la livre sterling. La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Rendement du quatrième trimestre de 2017

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 271,7 millions \$, soit 70,7 millions \$, ou 35,2 %, de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une hausse des produits tirés du financement de sociétés. La hausse des produits tirés du financement de sociétés de 55,0 millions \$ par rapport à ceux du T4/16 est attribuable à l'intensification de l'activité dans toutes nos activités. Les produits tirés des honoraires de consultation ont diminué de 2,5 millions \$ en regard du T4/16 du fait des baisses respectivement de 16,7 millions \$ et 2,6 millions \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. Ces baisses ont été contrebalancées par nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, qui ont connu une hausse de 17,9 millions \$ comparativement à celles du T4/16. De cette augmentation, un montant de 12,6 millions \$ découle de nos activités à Dubaï, qui font maintenant partie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 8,0 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine au Canada. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 5,9 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à la hausse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités de négociation aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les produits d'intérêts se sont établis à 5,2 millions \$ au T4/17 une hausse de 1,8 million \$ par rapport à ceux du T4/16, principalement en raison de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les autres produits se sont accrus de 2,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison des profits de change plus élevés enregistrés dans notre secteur Non sectoriel et autres.

Les charges se sont inscrites à 234,3 millions \$, en hausse de 6,0 millions \$, ou 2,6 %, en regard de celles du T4/16. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 232,2 millions \$, en hausse de 27,9 millions \$, ou 13,7 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 23,5 millions \$ par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation de la rémunération au rendement. Les charges salariales ont baissé de 2,3 millions \$ en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la réduction de l'effectif. Le total de la charge de rémunération exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 9,9 % au T4/17 par rapport à celui du T4/16.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

La totalité des charges autres que de rémunération a diminué comparativement à celle du T4/16, sauf les frais de négociation, la charge d'intérêts et les frais d'administration dont l'augmentation est le fait de l'accélération des activités. La plus forte baisse des charges autres que de rémunération provient des frais de développement, qui ont reculé de 7,0 millions \$ en raison principalement d'une charge comptable hors trésorerie liée à la renonciation à une attribution d'actions accordée au président et chef de la direction dans le cadre du régime d'intéressement à long terme qui a été comptabilisée au T4/16.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 13,1 millions \$ qui se rapportent aux réductions de personnel dans notre secteur des marchés des capitaux et notre secteur Non sectoriel et autres. Aucun frais de restructuration n'a été engagé au cours du T4/17.

Le résultat net pour le quatrième trimestre de 2017 s'est établi à 31,0 millions \$, en regard d'une perte nette de 22,7 millions \$ au T4/16. Le résultat par action après dilution pour le trimestre considéré a été de 0,26 \$, contre une perte par action ordinaire de 0,29 \$ au T4/16.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net du T4/17 s'est chiffré à 32,7 millions \$, contre une perte nette de 2,1 millions \$ au T4/16, et le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,27 \$ au T4/17, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,06 \$ au T4/16.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2017				2016			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	155 411 \$	129 361 \$	14 044 \$	298 816 \$	131 399 \$	106 654 \$	8 968 \$	247 021 \$
Royaume-Uni et Europe	146 812	134 819	—	281 631	145 478	138 359	—	283 837
États-Unis	234 211	2 931	—	237 142	217 411	1 554	—	218 965
Australie	59 693	—	—	59 693	31 138	—	—	31 138
Autres établissements à l'étranger	2 264	—	—	2 264	6 844	—	—	6 844
Total des produits des activités ordinaires	598 391	267 111	14 044	879 546	532 270	246 567	8 968	787 805
Charges	535 913	226 048	63 701	825 662	864 293	214 542	72 941	1 151 776
Imputations intersectorielles	18 210	16 796	(35 006)	—	17 087	21 854	(38 941)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	44 268 \$	24 267 \$	(14 651) \$	53 884 \$	(349 110) \$	10 171 \$	(25 032) \$	(363 971) \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	597 198	267 111	14 044	878 353	532 270	246 567	8 968	787 805
Charges	532 609	220 786	63 701	817 096	525 385	208 322	60 155	793 862
Imputations intersectorielles	18 210	16 796	(35 006)	—	17 087	21 854	(38 941)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	46 379 \$	29 529 \$	(14 651) \$	61 257 \$	(10 202) \$	16 391 \$	(12 246) \$	(6 057) \$
Nombre d'employés	749	672	279	1 700	841	666	288	1 795

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 22 des états financiers consolidés audités à la page 94.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 19 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2017, 74,0 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Au cours de l'exercice 2017, Canaccord Genuity a participé à un total de 368 transactions, mobilisant un produit brut de 47,1 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 134 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 6,7 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 30,5 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2017, contre 10 % à l'exercice 2016, essentiellement du fait de la contribution accrue de nos activités en Australie. Les transactions liées aux ressources ont représenté 29,3 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2017, une hausse par rapport à 15,0 % à l'exercice 2016.

Même si la dépendance à l'égard des activités du secteur des ressources naturelles a diminué, nos activités ont tiré profit de l'amélioration du niveau d'activité dans ce secteur, où nous avons toujours été un chef de file.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (CAAÉ) et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continue de surveiller activement l'évolution et les tendances des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture actuelle. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2017					2016						
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie à l'étranger	Autres établissements	Total	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie à l'étranger	Autres établissements	Total
Produits des activités ordinaires	155 411	146 812	234 211	59 693	2 264	598 391	131 399	145 478	217 411	31 138	6 844	532 270
Charges												
Rémunération au rendement	80 029	90 538	126 968	31 685	1 092	330 312	68 316	93 617	121 448	19 578	4 529	307 488
Charges salariales	5 381	5 520	12 551	1 649	997	26 098	5 982	7 223	11 669	1 940	1 711	28 525
Autres charges indirectes	35 721	43 165	89 811	9 232	1 574	179 503	38 313	54 935	88 089	11 167	3 434	195 938
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	3 427	3 344	2 039	—	2 495	11 305
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	—	—	—	—	—	150 000	106 858	15 957	22 342	25 880	321 037
Total des charges	121 131	139 223	229 330	42 566	3 663	535 913	266 038	265 977	239 202	55 027	38 049	864 293
Imputations intersectorielles ³	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210	12 074	2 012	3 001	—	—	17 087
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	22 009	4 643	1 888	17 127	(1 399)	44 268	(146 713)	(122 511)	(24 792)	(23 889)	(31 205)	(349 110)
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	155 411	146 812	234 211	59 693	1 071	597 198	131 399	145 478	217 411	31 138	6 844	532 270
Total des charges	118 818	139 223	229 328	41 577	3 663	532 609	109 052	155 775	221 204	29 887	9 467	525 385
Imputations intersectorielles ³	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210	12 074	2 012	3 001	—	—	17 087
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	24 322	4 643	1 890	18 116	(2 592)	46 379	10 273	(12 309)	(6 794)	1 251	(2 623)	(10 202)
Nombre d'employés	178	225	275	69	2	749	180	282	291	65	23	841

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2017 (42 % à l'exercice 2016).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 38.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

5) Comprend les activités à Dubaï.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
Canada	26,0 %	24,7 %	1,3 p.p.
Royaume-Uni et Europe ¹	24,5 %	27,3 %	(2,8) p.p.
États-Unis	39,1 %	40,8 %	(1,7) p.p.
Australie	10,0 %	5,9 %	4,1 p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,4 %	1,3 %	(0,9) p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 598,4 millions \$, soit 66,1 millions \$, ou 12,4 %, de plus que ceux de l'exercice 2016, du fait de l'amélioration des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté dans la plupart de nos régions, davantage au Canada et en Australie, où ils ont augmenté respectivement de 24,0 millions \$, ou 18,3 %, et 28,6 millions \$, ou 91,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni sont demeurés relativement stables par rapport à ceux de l'exercice précédent, avec une légère hausse de 0,9 %, ou 1,3 million \$. Nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 234,2 millions \$, soit une augmentation de 16,8 millions \$, ou 7,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2016. Les produits des activités ordinaires tirés de nos Autres établissements à l'étranger, qui comprennent dorénavant nos activités en Asie uniquement, ont diminué de 66,9 %, ou 4,6 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016. Nos résultats d'exploitation à l'exercice 2016 tenaient compte de nos activités à Singapour, lesquelles ont été cédées au T1/17.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2017, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 70,7 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une plus grande partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés, sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2017	
	En % des transactions de financement de sociétés	En % des produits de financement de sociétés
Technologie	6,7 %	11,2 %
Soins de santé et sciences de la vie	11,0 %	25,6 %
Métaux et mines	18,8 %	21,1 %
Immobilier et hôtellerie	14,5 %	8,4 %
Développement durable	1,3 %	4,1 %
Énergie	10,5 %	9,4 %
Produits financiers	21,7 %	6,0 %
Produits de consommation et de détail	4,3 %	4,7 %
Infrastructure	3,8 %	4,7 %
Médias et télécommunications	0,5 %	1,2 %
Services de soutien	0,5 %	0,0 %
Produits forestiers	0,3 %	0,0 %
Aérospatiale et matériel de défense	0,3 %	2,7 %
Agriculture et fertilisants	2,1 %	0,4 %
Autre	3,7 %	0,5 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

Secteurs	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Technologie	3,1 %	6,7 %	16,2 %	17,2 %	—
Soins de santé et sciences de la vie	3,8 %	13,3 %	39,7 %	7,0 %	—
Métaux et mines	22,2 %	6,7 %	0,0 %	38,0 %	—
Immobilier et hôtellerie	15,3 %	6,7 %	17,6 %	3,4 %	—
Développement durable	0,0 %	0,0 %	5,9 %	3,4 %	—
Énergie	8,8 %	0,0 %	17,6 %	13,8 %	—
Produits financiers	29,5 %	26,6 %	0,0 %	0,0 %	—
Produits de consommation et de détail	3,8 %	20,0 %	1,5 %	7,0 %	—
Infrastructure	3,8 %	20,0 %	0,0 %	3,4 %	—
Médias et télécommunications	0,4 %	0,0 %	0,0 %	3,4 %	—
Services de soutien	0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Produits forestiers	0,0 %	0,0 %	0,0 %	3,4 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	0,0 %	0,0 %	1,5 %	0,0 %	—
Agriculture et fertilisants	3,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Autre	5,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

Secteurs	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Technologie	6,3 %	23,5 %	18,6 %	4,1 %	—
Soins de santé et sciences de la vie	27,1 %	3,1 %	47,9 %	13,4 %	—
Métaux et mines	14,4 %	0,6 %	0,7 %	56,0 %	—
Immobilier et hôtellerie	17,4 %	11,5 %	5,7 %	0,0 %	—
Développement durable	0,0 %	13,9 %	5,2 %	3,1 %	—
Énergie	11,5 %	3,2 %	9,5 %	9,6 %	—
Produits financiers	14,6 %	10,8 %	0,3 %	0,1 %	—
Produits de consommation et de détail	3,5 %	0,0 %	2,0 %	10,6 %	—
Infrastructure	0,9 %	33,4 %	0,0 %	0,6 %	—
Médias et télécommunications	2,4 %	0,0 %	0,2 %	1,5 %	—
Services de soutien	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Produits forestiers	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	0,0 %	0,0 %	9,9 %	0,0 %	—
Agriculture et fertilisants	1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	—
Autre	0,6 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

CHARGES

Les charges de l'exercice 2017 se sont élevées à 535,9 millions \$, en baisse de 328,4 millions \$, ou 38,0 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 532,6 millions \$ pour l'exercice 2017, en hausse de 7,2 millions \$, ou 1,4 %, par rapport à celui de l'exercice 2016.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2017, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 22,8 millions \$, ou 7,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2016. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a diminué de 2,6 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2016, pour s'établir à 55,2 %. Les charges salariales pour l'exercice 2017 ont reculé de 2,4 millions \$, ou 8,5 %, par rapport à celles de l'exercice 2016. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 59,6 %, en baisse de 3,5 points de pourcentage pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

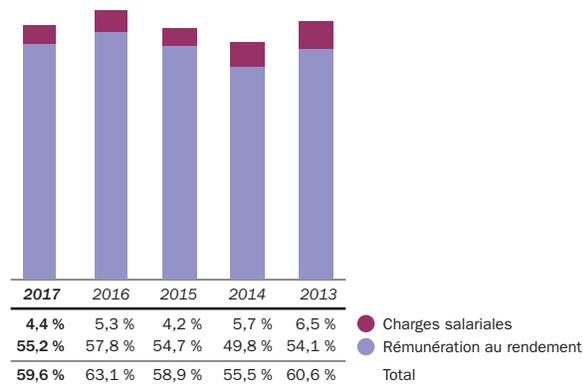
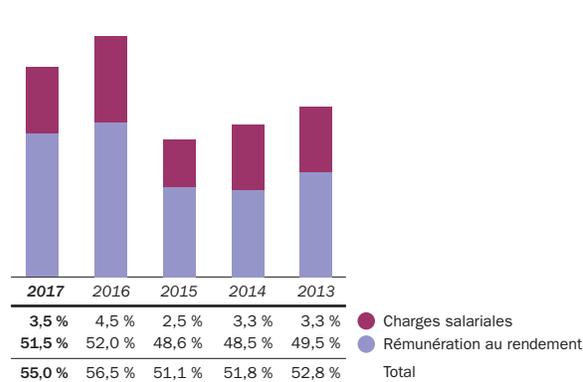
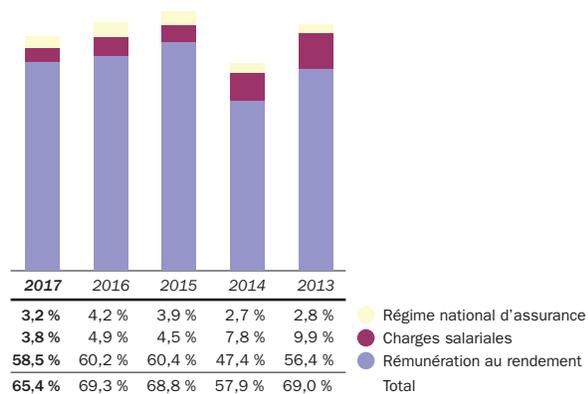
De façon générale, la rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué dans toutes les régions géographiques. Comme les conditions de marché ont été défavorables à l'exercice 2016, il a été déterminé que le solde de certains comptes de rémunération au rendement comptabilisés selon notre méthode habituelle est inférieur au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production; par conséquent, par suite d'ajustements à ces comptes, notre charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a été beaucoup plus élevée à l'exercice 2016 qu'à l'exercice 2017. Au Canada, la rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 1,5 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2016, pour atteindre 55,0 % à l'exercice 2017, par suite de la hausse des produits des activités ordinaires. Nos activités aux États-Unis ont connu une baisse de 1,6 point de pourcentage de leur ratio de rémunération totale en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de certains ajustements apportés au compte de rémunération à l'exercice précédent, comme il est indiqué ci-dessus. Dans nos activités au Royaume-Uni, la rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,9 points de pourcentage, du fait des ajustements de l'exercice 2016 décrits ci-dessus. En outre, la rémunération fixe dans nos activités au Royaume-Uni a diminué en raison de la réduction de l'effectif. Dans nos activités en Australie, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 55,8 % à l'exercice 2017, une diminution de 13,3 points de pourcentage du fait de l'importante hausse des produits des activités ordinaires. Il y a également eu une réduction des coûts fixes du personnel dans nos activités en Asie, qui comprennent dorénavant uniquement Beijing et Hong Kong, du fait de la vente de nos activités à Singapour au premier trimestre de l'exercice 2017.

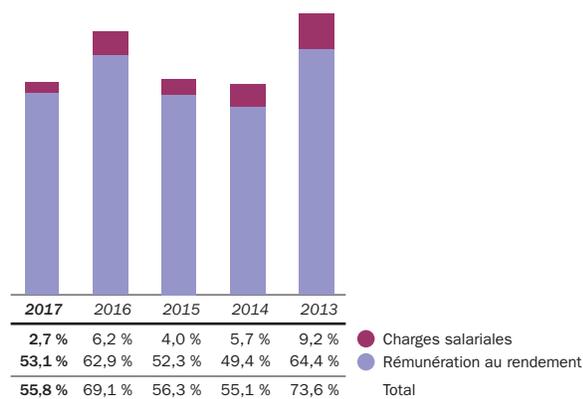
Charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
Canada	55,0 %	56,5 %	(1,5) p.p.
Royaume-Uni et Europe	65,4 %	69,3 %	(3,9) p.p.
États-Unis	59,6 %	61,2 %	(1,6) p.p.
Australie	55,8 %	69,1 %	(13,3) p.p.
Autres établissements à l'étranger	92,3 %	91,2 %	1,1 p.p.
Canaccord Genuity (total)	59,6 %	63,1 %	(3,5) p.p.

p.p. : points de pourcentage

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY –
VUE D'ENSEMBLE**

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD
GENUITY – CANADA**

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD
GENUITY – ROYAUME-UNI**

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD
GENUITY – ÉTATS-UNIS**

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD
GENUITY – AUSTRALIE**

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS
DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD
GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER**

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 176,2 millions \$ pour l'exercice 2017, soit 13,2 millions \$, ou 7,0 %, de moins que celles de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes, compte non tenu des éléments importants¹, ont diminué de 6,1 points de pourcentage par rapport à celles de

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

l'exercice 2016. Les charges indirectes ont diminué dans toutes les catégories, sauf les frais de négociation et les charges d'intérêts. Les frais d'administration, les frais liés aux locaux et au matériel, la dotation aux amortissements, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais de développement ont connu les plus importantes diminutions; ces éléments ont été contrebalancés en partie par une hausse des frais de négociation.

Les frais d'administration ont baissé de 9,6 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2016, ce qui s'explique principalement par le recul des frais de promotion et de déplacement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'élevant à 10,7 millions \$, la dotation aux amortissements a reculé de 3,3 millions \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités en Australie.

S'établissant à 35,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une baisse de 2,0 millions \$, principalement attribuable à nos activités au Royaume-Uni.

Les frais de développement ont diminué de 5,3 millions \$ en regard de ceux de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,6 millions \$ à l'exercice 2017, en partie en raison de la diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

L'augmentation des frais de négociation s'explique principalement par l'accroissement des frais d'exécution et de règlement liés à l'intensification de l'activité internationale de négociation de nos activités aux États-Unis.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 44,3 millions \$ pour l'exercice 2017, contre une perte avant impôt sur le résultat de 349,1 millions \$ pour l'exercice 2016. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 46,4 millions \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 10,2 millions \$ pour l'exercice 2016. L'augmentation du résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos principaux secteurs opérationnels combinée à la compression des coûts.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte des bureaux à quatre établissements au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 69,2 % pour l'exercice 2017, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées récurrentes dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada. L'entreprise sert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 11 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2017, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 12 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris quatre bureaux de gestion de patrimoine indépendante. Au cours de l'exercice 2017, la Société a conclu un placement privé de débentures subordonnées de premier rang non garanties de 60 millions \$, principalement afin de soutenir sa stratégie de recrutement. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

La division tirant 69,2 % de ses produits des activités ordinaires des activités tarifées récurrentes, sources de revenus générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016
	2017	2016		
Produits des activités ordinaires	132 292 \$	108 208 \$	24 084 \$	22,3 %
Charges				
Rémunération au rendement	66 733	51 707	15 026	29,1 %
Charges salariales	11 335	11 652	(317)	(2,7) %
Autres charges indirectes	36 756	32 675	4 081	12,5 %
Frais de restructuration	—	165	(165)	négl.
Total des charges	114 824	96 199	18 625	19,4 %
Imputations intersectorielles ³	15 504	19 664	(4 160)	(21,2) %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	1 964 \$	(7 655) \$	9 619 \$	125,7 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	2 637	1 257	1 380	109,8 %
ASA – Canada ⁵	13 228	9 192	4 036	43,9 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	141	139	2	1,4 %
Nombre d'employés	359	354	5	1,4 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	114 824 \$	96 034 \$	18 790 \$	19,6 %
Imputations intersectorielles ³	15 504	19 664	(4 160)	(21,2) %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	1 964	(7 490)	9 454	126,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 38.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 132,3 millions \$, une hausse de 24,1 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2016, qui s'explique par une stabilisation des conditions du marché et une hausse des activités des clients et des transactions de financement de sociétés. Nous continuons de prioriser la croissance de nos produits de comptes à frais fixes et de gestion d'actifs exclusifs. L'accroissement des activités de financement de sociétés, qui sont un canal de distribution clé pour nos activités sur les marchés des capitaux, a contribué à la hausse générale des produits des activités ordinaires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine à l'exercice 2017 en regard de ceux de l'exercice 2016.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 43,9 %, passant de 9,2 milliards \$ au 31 mars 2016 à 13,2 milliards \$ au 31 mars 2017, qui s'explique par l'amélioration des valeurs de marché et un plus grand nombre d'équipes de conseillers en placement. Au Canada, les ASG ont également augmenté de 109,8 % par rapport à ceux de l'exercice 2016. On comptait 141 équipes de conseillers au Canada, soit deux de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont reculé de 9,2 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 34,7 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017. La baisse des produits tirés des honoraires, en pourcentage des produits des activités ordinaires, s'explique essentiellement par la hausse de 22,3 % des produits des activités ordinaires entre l'exercice 2016 et l'exercice 2017, qui découle d'une augmentation de 15,6 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés.

Pour l'exercice 2017, les charges se sont élevées à 114,8 millions \$, en hausse de 18,6 millions \$, ou 19,4 %, par rapport à celles de l'exercice 2016. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires à l'exercice considéré par rapport à ceux de l'exercice 2016 et de la nature relativement fixe des charges autres que la rémunération au rendement, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,1 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 15,0 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2016, ce qui est conforme à l'augmentation de la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,5 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent.

Les charges autres que de rémunération pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été de 4,2 millions \$ plus élevées que celles de l'exercice 2016. Les frais de négociation ont augmenté de 2,3 millions \$ en raison de l'accélération des activités, et les frais de développement se sont accrus de 0,9 million \$ par rapport à ceux de 2016 du fait des primes de recrutement plus élevées. Les augmentations des frais de négociation, des frais liés aux locaux et au matériel et des frais de développement ont été contrebalancées par une diminution des frais liés aux communications et à la technologie et des frais intersectoriels imputés de notre secteur Non sectoriel et autres.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2017 s'est inscrit à 2,0 millions \$ par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 7,7 millions \$ à l'exercice 2016, une hausse de 9,6 millions \$ qui reflète la croissance des produits des activités ordinaires et les efforts constants de compression des coûts dans ce secteur d'exploitation.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016	
Produits des activités ordinaires	134 819 \$	138 359 \$	(3 540) \$	(2,6) %
Charges				
Rémunération au rendement	47 639	50 146	(2 507)	(5,0) %
Charges salariales	21 711	23 454	(1 743)	(7,4) %
Autres charges indirectes	41 874	44 743	(2 869)	(6,4) %
Frais de restructuration	—	—	—	—
Total des charges	111 224	118 343	(7 119)	(6,0) %
Imputations intersectorielles ²	1 292	2 190	(898)	(41,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	22 303 \$	17 826 \$	4 477 \$	25,1 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	24 526	22 791	1 735	7,6 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	118	118	—	—
Nombre d'employés	313	312	1	0,3 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	105 962 \$	112 288 \$	(6 326) \$	(5,6) %
Imputations intersectorielles ²	1 292	2 190	(898)	(41,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	27 565	23 881	3 684	15,4 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 38.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Pour l'exercice 2017, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 134,8 millions \$, en baisse de 2,6 % comparativement à ceux de l'exercice 2016 du fait de la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 79,1 millions £ à l'exercice 2017, en hausse de 8,7 millions £, ou 12,4 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. La Société continue de chercher à accentuer sa présence dans ces activités, un actif stratégique significatif pour notre Société. Bien que l'environnement soit hautement concurrentiel dans ce secteur concernant les acquisitions, au cours de l'exercice 2017 la Société a été en mesure d'ajouter de nouveaux actifs grâce à ses efforts de recrutement, y compris l'acquisition de portefeuilles de clients d'une banque privée dans le cadre de ses activités à l'île de Man et l'acquisition d'une entreprise de courtage et de garde située au Royaume-Uni.

Au 31 mars 2017, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 24,5 milliards \$, soit 1,7 milliard \$ de plus qu'au 31 mars 2016, alors qu'ils étaient de 22,8 milliards \$. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 19,9 % comparativement à ceux au 31 mars 2016. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 69,2 % du total des produits des activités ordinaires de cette région, ce qui correspond à ceux de l'exercice précédent. Ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 47,6 millions \$, une baisse de 2,5 millions \$, ou 5,0 %, comparativement à celle de l'exercice 2016. S'établissant à 21,7 millions \$ au 31 mars 2017, les charges salariales ont connu une baisse de 1,7 million \$. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 1,8 point de pourcentage pour atteindre 51,4 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les autres charges indirectes ont diminué de 2,9 millions \$ en regard de celles de l'exercice précédent. Les frais liés aux communications et à la technologie et les frais de développement ont diminué comparativement à ceux de l'exercice 2016 grâce aux efforts de compression des coûts. La dotation aux amortissements a reculé de 1,1 million \$ en regard de celle de l'exercice précédent,

du fait de la baisse de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles. Ces diminutions ont été contrebalancées par une hausse des frais de négociation de 1,4 million \$ attribuable à l'accroissement des activités de négociation. Les frais d'administration sont demeurés stables par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 22,3 millions \$, comparativement à 17,8 millions \$ pour l'exercice précédent, surtout grâce à la compression des coûts. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 27,6 millions \$, en hausse de 15,4 % par rapport à l'exercice précédent.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Services de correspondants Pinnacle, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 279 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2017	2016	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2016	
Produits des activités ordinaires	14 044 \$	8 968 \$	5 076 \$	56,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	10 314	8 535	1 779	20,8 %
Charges salariales	26 554	29 350	(2 796)	(9,5) %
Autres charges indirectes	26 833	29 174	(2 341)	(8,0) %
Frais de restructuration	—	5 882	(5 882)	(100) %
Total des charges	63 701	72 941	(9 240)	(12,7) %
Imputations intersectorielles ²	(35 006)	(38 941)	3 935	10,1 %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(14 651) \$	(25 032) \$	10 381	41,5 %
Nombre d'employés	279	288	(9)	(3,1) %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	63 701 \$	60 155 \$	3 546 \$	5,9 %
Imputations intersectorielles ²	(35 006)	(38 941)	3 935	10,1 %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(14 651)	(12 246)	(2 405)	(19,6) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 20.

S'établissant à 14,0 millions \$, les produits des activités ordinaires ont connu une hausse de 5,1 millions \$, ou 56,6 %, au cours de l'exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016, essentiellement en raison d'une charge de dépréciation de 4,0 millions \$ relative à notre placement dans une société à capital fermé comptabilisée à l'exercice 2016 ainsi que d'une hausse des profits de change.

Le total des charges s'est élevé à 63,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017, soit 9,2 millions \$, ou 12,7 %, de moins qu'à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 1,8 million \$ par rapport à celle de l'exercice 2016, du fait des charges associées à certaines attributions à base d'actions et à certains versements relatifs à la rémunération contractuelle dont les

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

droits sont acquis plus rapidement. Les charges salariales ont diminué de 2,8 millions \$ du fait d'une réduction de l'effectif. Les frais de développement ont reculé de 8,3 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016, en raison surtout de la nature non récurrente des frais de développement de logiciels de 2,3 millions \$ comptabilisés à l'exercice 2016 du fait qu'un projet de développement de logiciels a pris fin, ainsi que d'une charge comptable hors trésorerie liée à la renonciation à une attribution d'actions accordée à notre nouveau chef de la direction dans le cadre du régime d'intéressement à long terme par suite de sa nomination au cours de l'exercice 2016. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 2,3 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2016, en raison des coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto. Les frais d'administration ont augmenté de 1,4 million \$ par suite de frais engagés pour appuyer la croissance des activités.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 14,7 millions \$ pour l'exercice 2017, contre 25,0 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 14,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017, comparativement à 12,2 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2017	2016	2015	2014	2013
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	677 769 \$	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$	491 012 \$
Titres détenus	784 230	564 746	848 128	1 143 201	924 337
Créances clients	3 395 736	2 041 150	2 491 488	2 785 898	2 513 958
Impôt sur le résultat à recevoir	1 085	12 537	5 295	3 983	—
Actifs d'impôt différé	15 323	11 221	10 148	9 735	12 552
Placements	2 829	5 578	8 693	9 977	3 695
Matériel et aménagements des locaux loués	31 479	37 049	43 373	50 975	42 979
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	295 065	323 936	640 456	646 557	614 969
Total de l'actif	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	25 280 \$	14 910 \$	20 264 \$	— \$	66 138 \$
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	645 742	427 435	654 639	913 913	689 020
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 669 883	2 185 047	2 527 636	2 877 933	2 726 735
Provisions	11 793	18 811	14 320	10 334	20 055
Impôt sur le résultat à payer	10 093	4 242	8 172	10 822	4 428
Contrepartie éventuelle	—	—	—	—	14 218
Passifs d'impôt différé	140	450	2 057	3 028	2 576
Composante passif des débetures convertibles	56 442	—	—	—	—
Dette subordonnée	7 500	15 000	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	764 785	749 929	1 117 542	1 168 680	1 049 163
Participations ne donnant pas le contrôle	11 858	8 722	10 275	14 912	16 169
Total du passif et des capitaux propres	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 677,8 millions \$ au 31 mars 2017, contre 428,3 millions \$ au 31 mars 2016. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 784,2 millions \$ au 31 mars 2017, les titres détenus ont augmenté en regard de 564,7 millions \$ au 31 mars 2016, surtout en raison d'une hausse des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 10.

Les créances clients s'inscrivaient à 3,4 milliards \$ au 31 mars 2017, en comparaison de 2,0 milliards \$ au 31 mars 2016; cette hausse s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2017, le goodwill atteignait 192,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 103,0 millions \$. Au 31 mars 2016, le goodwill et les immobilisations incorporelles s'établissaient respectivement à 203,7 millions \$ et 120,2 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 50,7 millions \$ au 31 mars 2017, comparativement à 66,4 millions \$ au 31 mars 2016, du fait principalement de la diminution de l'impôt sur le résultat à recevoir.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Le 31 mars 2017, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 602,6 millions \$ (697,3 millions \$ au 31 mars 2016). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2017, la Société avait une dette bancaire de 25,3 millions \$, comparativement à 14,9 millions \$ au 31 mars 2016.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,7 milliards \$, une hausse par rapport à 2,2 milliards \$ au 31 mars 2016, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 645,7 millions \$ au 31 mars 2017, contre 427,4 millions \$ au 31 mars 2016, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 17,7 millions \$ au 31 mars 2017, une diminution par rapport à 19,7 millions \$ à l'exercice précédent attribuable essentiellement au remboursement de 7,5 millions \$ de la dette subordonnée au cours de cet exercice.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 11,9 millions \$ au 31 mars 2017, en comparaison de 8,7 millions \$ au 31 mars 2016, ce qui représente 42 % de l'actif net de nos activités en Australie.

La Société a émis des débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débetures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Le solde comptabilisé à titre de passif, net de l'escompte et des frais d'émission non amortis, s'établissait à 56,4 millions \$ (néant au 31 mars 2016).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2016) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2017, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 25,3 millions \$ (14,9 millions \$ au 31 mars 2016).

Les filiales de Groupe Canaccord Genuity Inc. disposent également de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 602,6 millions \$ (697,3 millions \$ au 31 mars 2016). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2017.

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				Par la suite
	Total	Exercice 2018	Exercice 2019 – Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	173 892	31 452	57 505	43 420	41 515
Autres obligations ¹	79 500	3 900	7 800	67 800	—
Total des obligations contractuelles	253 392	35 352	65 305	111 220	41 515

1) Les autres obligations se composent des débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débetures ») émises en juin 2016. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 % et viennent à échéance le 31 décembre 2021. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débetures à compter du 31 décembre 2019.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les débetures convertibles, les bons de souscription, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Le 31 mars 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 677,8 millions \$, en hausse de 249,4 millions \$ par rapport à 428,3 millions \$ le 31 mars 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, les activités de financement ont généré un montant de 30,8 millions \$, en raison essentiellement du produit tiré de l'émission de débetures et de la vente d'actions ordinaires et de bons de souscription en vertu du placement privé, contrebalancé par les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme et au paiement de dividendes sur actions privilégiées. Un montant de 5,6 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des locaux loués. Les activités d'exploitation ont généré un montant de 236,9 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 12,6 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Comparativement à l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont augmenté de 116,9 millions \$ au T1/17, ce qui s'explique essentiellement par le produit tiré du placement privé au T1/17 et de l'émission de débetures au T3/17. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont reculé de 9,1 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2016, en raison surtout de l'importance moindre de l'acquisition de matériel, de l'aménagement des locaux loués et des acquisitions d'immobilisations incorporelles. Les variations du fonds de roulement ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 31,3 millions \$. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 249,4 millions \$, passant de 428,3 millions \$ au 31 mars 2016 à 677,8 millions \$ au 31 mars 2017.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclarait, étaient payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2021, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 3,885 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D) sous réserve de certaines conditions le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société peut racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Si elles sont émises, les actions privilégiées de série D seront rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Débetures convertibles

La Société a émis des débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débetures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %. Elles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débetures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2019.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2017	2016
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	92 779 817	89 083 622
Nombre d'actions émises et en circulation ²	113 511 468	103 812 814
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	124 479 390	109 072 060
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	91 656 708	90 552 860
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	101 149 072	s. o.

1) Exclut 1 590 146 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions et 19 141 505 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 1 590 146 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions et 19 141 505 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 10 967 922 actions, nets des renoncations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

Du 13 août 2015 au 12 août 2016, un total de 482 367 actions ordinaires ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 5,3523 \$ l'action dans le cadre de l'OPRCNA. La totalité de ces actions ont été annulées. Le 11 août 2016, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actionnaires peuvent obtenir une copie de l'avis, sans frais, en communiquant avec la Société. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, un total de 99 800 actions a été racheté aux termes de l'OPRCNA, à un prix moyen pondéré par action de 3,5913 \$. Toutes ces actions ont été annulées.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2016 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2017) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 90 132 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2016 à juillet 2016).

Au 31 mai 2017, 113 511 468 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

	Exercice 2017
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2016	103 812 814
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	2 433 285
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	76 088
Actions émises dans le cadre d'autres attributions à base d'actions	507 051
Actions émises dans le cadre du placement privé	6 876 824
Actions annulées	(194 594)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2017	113 511 468

Régimes de paiement fondés sur des actions

RILT

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (les « fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D'ACTION ORDINAIRE

La Société peut offrir à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Lorsqu'ils sont octroyés, ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT D'ACTION

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettaient au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme au comptant ou des actions ordinaires de la Société. Les droits de toutes les UATI attribuées aux termes du régime incitatif de CSH avaient été acquis au 31 mars 2017.

OPTIONS SUR ACTION

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Au 31 mars 2017, toutes les options sur actions sont arrivées à échéance.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a émis 507 051 actions ordinaires pour une contrepartie de 2,4 millions \$ relativement à une attribution à base d'actions réalisée au cours de l'exercice, conformément aux règles de la Bourse de Toronto portant sur les régimes de rémunération fondés sur des titres. D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Centre financier international

Groupe Canaccord Genuity est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (auparavant connu sous le nom d'International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2017	31 mars 2016
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥(北京)投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2017, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (58 % au 31 mars 2016).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2017 et 2016.

(en milliers)	31 mars 2017	31 mars 2016
Avantages du personnel à court terme	7 053 \$	4 668 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1 989	—
Paiements fondés sur des actions	3 979	2 526
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	13 021 \$	7 194 \$

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1^{er} octobre 2015, le chef de la direction s'est vu attribuer 1,5 million d'unités d'actions temporairement incessibles. Il a renoncé à cette prime en date du 31 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus.

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2017	31 mars 2016
Créances clients	211 \$	61 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	219 \$	4 035 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2017 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2017, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2017 et du 31 mars 2016. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2017, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % (42 % au 31 mars 2016), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des

tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiées à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se

reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2017.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2017, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 22,1 millions \$ US, une augmentation de 19,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2016. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 2,9 millions \$ US, une augmentation de 1,0 million \$ US par rapport au 31 mars 2016. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au T1/17, la Société a commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 31 mars 2017, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position acheteur de 0,5 million \$ (position acheteur de 10,9 millions \$ au 31 mars 2016) et le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à néant (12,3 millions \$ (9,5 millions \$ US) au 31 mars 2016).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2017 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2017, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2017 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2017 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

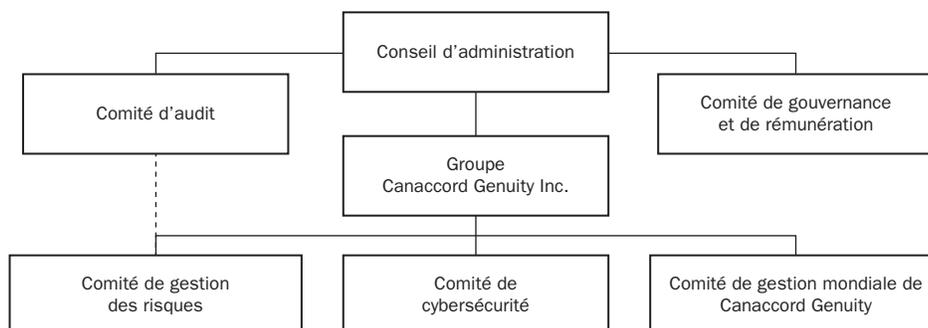
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

À l'exercice 2017, la Société a mis sur pied un comité mondial de cybersécurité pour aider à identifier, à surveiller et à gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions

comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Groupe Canaccord Genuity est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait des affaires ou qui favorisent les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2017, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 8,5 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (13,2 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 1^{er} juin 2017, le conseil d'administration a établi une politique de dividende révisée et, conformément à celle-ci, a approuvé un dividende de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 3 juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,09 \$, comme il est décrit ci-dessous.

La politique de dividende révisée reflète l'engagement de la Société à remettre une partie du résultat aux actionnaires, compte tenu de la variabilité inhérente à ses activités, lesquelles sont touchées par la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions, et du marché des actions dans des secteurs de croissance spécifiques. Dans le cadre de cette politique révisée, la Société prévoit verser de 25 % à 50 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires chaque année. La politique est fondée sur un dividende trimestriel de 0,01 \$ par action ordinaire, qui sera déclaré et versé tous les trimestres à compter du quatrième trimestre de l'exercice 2017. À la fin de chaque exercice, le conseil examinera la situation du capital de la Société à la lumière du contexte de marché, selon les exigences en matière de répartition du capital pour ses priorités stratégiques, et déterminera si un dividende supplémentaire devrait être versé. Les dividendes supplémentaires, si la Société en déclare, peuvent varier de façon importante d'un exercice à l'autre étant donné la nature du contexte d'exploitation de la Société et du besoin éventuel de conserver des liquidités dans le cadre de certaines occasions de croissance. Des dividendes devraient être déclarés et payés de façon continue, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Le 1^{er} juin 2017, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 30 juin 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe Canaccord Genuity Inc. qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2017 et 2016, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe Canaccord Genuity Inc. aux 31 mars 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 1^{er} juin 2017

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2017	31 mars 2016
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		677 769 \$	428 329 \$
Titres détenus	6	784 230	564 746
Créances clients	9	3 395 736	2 041 150
Impôt sur le résultat à recevoir		1 085	12 537
Total des actifs courants		4 858 820	3 046 762
Actifs d'impôt différé	14	15 323	11 221
Placements	10	2 829	5 578
Matériel et aménagements des locaux loués	11	31 479	37 049
Immobilisations incorporelles	12	102 799	120 204
Goodwill	12	192 266	203 732
		5 203 516 \$	3 424 546 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire	7	25 280 \$	14 910 \$
Titres vendus à découvert	6	645 742	427 435
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 21	3 669 883	2 185 047
Provisions	25	11 793	18 811
Impôt sur le résultat à payer		10 093	4 242
Dette subordonnée	15	7 500	15 000
Total des passifs courants		4 370 291	2 665 445
Passifs d'impôt différé	14	140	450
Débetures convertibles	16	56 442	—
		4 426 873	2 665 895
Capitaux propres			
Actions privilégiées	17	205 641	205 641
Actions ordinaires	18	641 449	617 756
Composante capitaux propres des débetures convertibles	16	2 604	—
Bons de souscription	18	1 975	—
Surplus d'apport		85 405	86 235
Résultats non distribués (déficit)		(267 559)	(294 586)
Cumul des autres éléments du résultat global		95 270	134 883
Total des capitaux propres		764 785	749 929
Participations ne donnant pas le contrôle		11 858	8 722
Total des capitaux propres		776 643	758 651
		5 203 516 \$	3 424 546 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

«Daniel Daviau»

«Terrence A. Lyons»

DANIEL DAVIAU
Administrateur

TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés

Notes	31 mars 2017	31 mars 2016
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
	396 741 \$	376 817 \$
	196 129	132 029
	130 749	160 180
	119 040	85 559
	16 847	16 830
	20 040	16 390
	879 546	787 805
CHARGES		
	454 998	417 876
	85 698	92 981
	65 211	56 998
	42 286	40 863
	52 381	55 975
	12 744	10 222
	79 011	87 004
11, 12	21 124	25 339
	12 209	26 129
25	—	17 352
12	—	321 037
	825 662 \$	1 151 776 \$
	53 884	(363 971)
14		
	16 322	(3 190)
	(5 624)	(2 214)
	10 698	(5 404)
	43 186 \$	(358 567) \$
Résultat net attribuable aux :		
	38 103 \$	(358 471) \$
	5 083 \$	(96) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		
18	91 657	90 553
18	101 149	s. o.
Résultat par action ordinaire		
18	0,29 \$	(4,09) \$
18	0,27 \$	(4,09) \$
19	1,173 \$	1,375 \$
19	1,4375 \$	1,4375 \$
19	0,10 \$	0,10 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2017	31 mars 2016
Résultat net de l'exercice	43 186 \$	(358 567) \$
Autres éléments du résultat global		
Profits de change réalisés à la cession d'un établissement à l'étranger au cours de l'exercice	(1 560)	—
Reclassement de profits latents à la cession d'un placement disponible à la vente	—	(747)
Variation nette des profits latents à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	(37 889)	23 471
Résultat global de l'exercice	3 737 \$	(335 843) \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	(1 510) \$	(336 219) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	5 247 \$	376 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés

Aux 31 mars et pour les exercices clos à cette date (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2017	31 mars 2016
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	17	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de l'exercice		617 756	620 858
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		17 898	11 772
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(47 061)	(46 616)
Actions émises dans le cadre du placement privé		26 601	—
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		21 878	25 768
Actions annulées		(1 356)	(4 779)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		5 733	10 753
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	18	641 449	617 756
Bons de souscription au début de l'exercice		—	—
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé		1 975	—
Bons de souscription à la fin de l'exercice		1 975	—
Débtures convertibles – capitaux propres, au début de l'exercice		—	—
Composante capitaux propres des débtures convertibles, nette de l'impôt		2 604	—
Débtures convertibles – capitaux propres, à la fin de l'exercice		2 604	—
Surplus d'apport au début de l'exercice		86 235	85 597
Paiements fondés sur des actions		3 139	5 084
Actions annulées		324	1 340
Vente de participations ne donnant pas le contrôle		—	1 517
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(4 293)	(7 303)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		85 405	86 235
Résultats non distribués (déficit) au début de l'exercice		(294 586)	92 815
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		38 103	(358 471)
Dividendes sur actions ordinaires	19	—	(16 938)
Dividendes sur actions privilégiées	19	(11 076)	(11 992)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice		(267 559)	(294 586)
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		134 883	112 631
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(39 613)	22 252
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		95 270	134 883
Total des capitaux propres		764 785	749 929
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		8 722	10 275
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		409	605
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		5 247	376
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(2 520)	(2 952)
Vente de participations ne donnant pas le contrôle		—	418
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		11 858	8 722
Total des capitaux propres		776 643 \$	758 651 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2017	31 mars 2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		43 186 \$	(358 567) \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	11, 12	21 124	25 339
Recouvrement d'impôt différé		(5 624)	(2 214)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	20	40 322	51 900
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	12	—	321 037
Dépréciation du placement dans une société à capital fermé	7	2 390	—
Dépréciation du placement dans Canadian First Financial Group Inc.	7	—	4 000
Sortie du bilan d'immobilisations incorporelles		—	2 350
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des titres détenus		(219 496)	286 128
(Augmentation) diminution des créances clients		(1 394 913)	410 704
Diminution (augmentation) de l'impôt sur le résultat à recevoir montant net		18 514	(10 667)
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		218 307	(227 758)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		1 513 070	(296 632)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		236 880	205 620
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) de la dette bancaire		10 370	(4 529)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(360)	(3 439)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(47 061)	(46 616)
Produit tiré du placement privé		28 321	—
Remboursement de la dette subordonnée		(7 500)	—
Produit tiré des débentures convertibles		60 000	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		—	(16 839)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(11 076)	(11 992)
Trésorerie versée au titre du régime incitatif de CSH		(1 905)	(2 700)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		30 789	(86 115)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(5 202)	(10 565)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(440)	(4 170)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(5 642)	(14 735)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(12 587)	1 235
Augmentation de la situation de trésorerie		249 440	106 005
Situation de trésorerie au début de l'exercice		428 329	322 324
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		677 769	428 329
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		12 571 \$	16 892 \$
Intérêts payés		11 009 \$	8 524 \$
Impôt sur le résultat payé		10 385 \$	10 572 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2017 et 31 mars 2016

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, aux États-Unis, en Australie et en Chine. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée Company Act (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée Business Corporations Act (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est situé au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est situé au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Ses activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert et certains actifs non courants dépréciés, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et toutes les valeurs le sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 1^{er} juin 2017.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des

actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions.

Consolidation

Au 31 mars 2017, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle doit procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2017 et du 31 mars 2016. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 50 % des actions émises de CGAL en date du 31 mars 2017, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % au 31 mars 2017 (42 % au 31 mars 2016) représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 20), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont quasi achevées.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 20.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes, dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 12.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de l'estimation faite par la direction des valeurs non recouvrables probables. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue ses instruments financiers à la juste valeur. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 03

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

La Société n'a adopté aucune nouvelle norme ou norme modifiée au cours de l'exercice.

NOTE 04

Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Les normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui ne sont pas encore en vigueur, sont présentées ci-après.

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui tient compte de toutes les phases du projet lié aux instruments financiers et qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, ainsi que toutes les versions précédentes de l'IFRS 9. La norme présente de nouvelles exigences en matière de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. L'application rétrospective est exigée, mais la présentation des informations comparatives n'est pas obligatoire. La Société poursuit son évaluation de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La Société poursuit son évaluation de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la nouvelle norme, qui exige que les preneurs comptabilisent les actifs et les passifs pour la plupart des contrats de location. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise, à condition que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires (IFRS 15) ait été appliquée ou soit appliquée à la même date que l'IFRS 16. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur ses états financiers.

NOTE 05 Résumé des principales méthodes comptables**CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES**

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) et Eden Financial comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur

une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les périodes d'amortissement estimatives de ces immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

	Acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises				Développé en interne ou acquis
	Genuity	Canaccord Genuity Australia	CSHP	Eden Financial	Logiciels
Marques	Durée indéterminée	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Relations clients	11 ans	5 ans	8 à 24 ans	8 ans	s. o.
Ententes de non-concurrence	5 ans	4,5 ans	s. o.	s. o.	s. o.
Technologie	s. o.	s. o.	3 ans	s. o.	10 ans

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Les actifs sont comptabilisés au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a pu se déprécier. Si une telle indication existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif isolé à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance ou des actifs financiers disponibles à la vente, le cas échéant.

Les actifs financiers sont comptabilisés lorsque l'entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. En ce qui a trait aux actifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique, la date de transaction étant la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Tous les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés lorsqu'engagés. Les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont inclus dans le coût de l'actif.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers acquis aux fins des activités de négociation sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. En outre, l'IAS 39 permet à une entité de désigner un instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme même si cet instrument ne répond pas à tous autres égards à la définition d'un instrument classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net tel qu'il est précisé dans l'IAS 39, dans la mesure où la juste valeur peut être déterminée de manière fiable. La Société n'a désigné aucun actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus, y compris les instruments financiers dérivés.

La Société évalue périodiquement le classement de ses actifs financiers comme détenus à des fins de transaction, si son intention de vendre les actifs financiers à court terme est toujours appropriée. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nettes de l'impôt, jusqu'à ce que les actifs soient vendus ou dépréciés, auquel moment la variation est comptabilisée dans le résultat net de l'exercice. Les placements en instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, sauf si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Les investissements de la Société dans Euroclear sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur estimée.

Actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur. Le coût amorti est calculé en tenant compte des primes ou des escomptes à l'acquisition et des honoraires ou des frais qui sont une partie intégrante de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inclus dans les comptes de résultat consolidés. La Société classe les créances clients comme prêts et créances. La Société ne possédait pas de placements détenus jusqu'à leur échéance au cours des exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont eu une incidence importante et prolongée sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, qui peut être estimée de façon fiable. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si une incidence est importante ou prolongée. En posant ce jugement, la Société évalue, entre autres, la durée ou la mesure dans laquelle la juste valeur d'un placement est inférieure au coût.

Dans le cas d'instruments d'emprunt classés comme étant disponibles à la vente, la dépréciation est établie selon les mêmes critères que les actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Cependant, le montant comptabilisé au titre de la dépréciation correspond à la perte cumulée évaluée comme étant la différence entre le coût amorti et la juste valeur actuelle, diminuée de la perte de valeur sur le placement comptabilisé auparavant au compte de résultat.

S'il existe une indication objective de dépréciation, le montant de la perte est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et est évalué comme l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii] Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, ou comme prêts et emprunts. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée, dans le cas des autres passifs financiers, des coûts de transaction directement attribuables.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme prêts et emprunts

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et emprunts comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette subordonnée. La valeur comptable des prêts et emprunts s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Les débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif est calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 8 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions. Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont totalisé 12,8 millions \$ (14,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	33 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	10 % à 20 %, solde dégressif
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où elles sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertible, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 20). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il convient de se fonder sur la substance de l'accord à la date de passation et d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques, ou si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans l'accord. La Société a évalué ses contrats de location et conclu qu'elle détient uniquement des contrats comportant des caractéristiques d'un contrat de location simple. Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages et la propriété d'un actif à un locataire. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans les comptes de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 24.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Depuis le troisième trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2017, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Au cours des exercices précédents, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis cet exercice également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont maintenant incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait Singapour et la Barbade avant leur vente ou leur fermeture. Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï.

NOTE 06

Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	571 066 \$	541 827 \$	402 779 \$	341 264 \$
Actions et débiteures convertibles	213 164	103 915	161 967	86 171
	784 230 \$	645 742 \$	564 746 \$	427 435 \$

Au 31 mars 2017, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2017 à 2098 (de 2016 à 2097 au 31 mars 2016) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 15,00 % au 31 mars 2016).

NOTE 07

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2017 et 2016, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Prêts et emprunts		Total	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Actifs financiers										
Titres détenus	784 230 \$	564 746 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	784 230 \$	564 746 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	2 625 939	1 303 222	—	—	2 625 939	1 303 222
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	373 300	365 272	—	—	373 300	365 272
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	302 532	298 839	—	—	302 532	298 839
Autres créances clients	—	—	—	—	93 965	73 817	—	—	93 965	73 817
Placements	—	—	2 829	5 578	—	—	—	—	2 829	5 578
Total des actifs financiers	784 230 \$	564 746 \$	2 829 \$	5 578 \$	3 395 736 \$	2 041 150 \$	— \$	— \$	4 182 795 \$	2 611 474 \$
Passifs financiers										
Titres vendus à découvert	645 742 \$	427 435 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	645 742 \$	427 435 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	1 913 177	986 993	1 913 177	986 993
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	—	—	1 468 410	992 661	1 468 410	992 661
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	—	—	288 296	205 393	288 296	205 393
Dette subordonnée	—	—	—	—	—	—	7 500	15 000	7 500	15 000
Débitures convertibles	—	—	—	—	—	—	56 442	—	56 442	—
Total des passifs financiers	645 742 \$	427 435 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	3 733 825 \$	2 200 047 \$	4 379 567 \$	2 627 482 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2017 et 2016, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2017	Juste valeur estimée			
		Niveau 1	31 mars 2017		Niveau 3
			Niveau 2		
Titres détenus					
Titres de créance de sociétés	15 071 \$	— \$	15 071 \$	— \$	
Titres de créance de gouvernements	555 995	277 121	278 874	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	571 066	277 121	293 945	—	
Actions	207 050	165 292	41 616	142	
Débetures convertibles	6 114	—	6 114	—	
Actions et débetures convertibles	213 164	165 292	47 730	142	
Placements disponibles à la vente	2 829	—	2 829	—	
	787 059	442 413	344 504	142	
Titres vendus à découvert					
Titres de créance de sociétés	(11 524)	—	(11 524)	—	
Titres de créance de gouvernements	(530 303)	(313 007)	(217 226)	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(541 827)	(313 007)	(228 750)	—	
Actions	(103 915)	(77 562)	(26 353)	—	
	(645 742)	(390 639)	(255 103)	—	
	31 mars 2016	Juste valeur estimée			
		Niveau 1	31 mars 2016		Niveau 3
			Niveau 2		
Titres détenus					
Titres de créance de sociétés	39 392 \$	— \$	39 392 \$	— \$	
Titres de créance de gouvernements	363 387	186 126	177 261	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	402 779	186 126	216 653	—	
Actions	160 177	130 758	29 266	153	
Débetures convertibles	1 790	—	1 790	—	
Actions et débetures convertibles	161 967	130 758	31 056	153	
Placements disponibles à la vente	5 578	—	3 138	2 440	
	570 324	316 884	250 847	2 593	
Titres vendus à découvert					
Titres de créance de sociétés	(14 498)	—	(14 498)	—	
Titres de créance de gouvernements	(326 766)	(200 324)	(126 442)	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(341 264)	(200 324)	(140 940)	—	
Actions	(86 171)	(67 923)	(18 248)	—	
	(427 435)	(268 247)	(159 188)	—	

Variation des actifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2015	5 825 \$
Achat d'actifs de niveau 3	2 890
Rachat des débetures	(1 107)
Perte nette latente au cours de l'exercice	(4 872)
Autre	(143)
Solde au 31 mars 2016	2 593 \$
Perte nette latente au cours de l'exercice	(2 390)
Autre	(61)
Solde au 31 mars 2017	142 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a comptabilisé une perte latente de 2,4 millions \$ relative à la dépréciation d'un placement dans une société à capital fermé.

Estimation de la juste valeur

i) Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement en actions de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 2,8 millions \$ au 31 mars 2017 (3,1 millions \$ au 31 mars 2016). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions.

ii) Instruments financiers de niveau 3

a) Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente comprennent le placement de néant de la Société (2,4 millions \$ au 31 mars 2016) dans une société à capital fermé. Le placement a été évalué au coût historique en l'absence d'indicateurs de marché. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 2,4 millions \$ à la suite de la variation des indicateurs de marché.

b) Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 31 mars 2017 s'établissait à 0,1 million \$ (0,2 million \$ au 31 mars 2016).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2017 et 2016.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins de un an. Au 31 mars 2017, la Société a comptabilisé une provision pour créances douteuses de 4,9 millions \$ (10,8 millions \$ au 31 mars 2016) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2017 et 2016, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoient aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 23.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2017 :

Passif financier	Valeur comptable		Échéance contractuelle
	31 mars 2017	31 mars 2016	
Dettes bancaires	25 280 \$	14 910 \$	Remboursable à vue
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 669 883	2 185 047	Remboursable à moins de un an
Titres vendus à découvert	645 742	427 435	Remboursable à moins de un an
Dettes subordonnées	7 500	15 000	Remboursable à vue ¹
Dévaluations convertibles	56 442	—	Remboursable en décembre 2021

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les 12 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net au 31 mars 2017. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et dévaluations convertibles détenues	213 164	8 793	(8 793)	161 967	6 681	(6 681)
Actions et dévaluations convertibles vendues à découvert	(103 915)	(4 286)	4 286	(86 171)	(3 555)	3 555

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme disponibles à la vente sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global
Instruments financiers						
Placements	2 829 \$	283 \$	(283) \$	5 578 \$	558 \$	(558) \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement. La dette bancaire porte intérêt au taux de 2,25 %.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2017 et 2016 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	652 489 \$	4 894 \$	(4 894) \$	413 419 \$	3 101 \$	(3 101) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	138 488	(359)	225	137 311	(2 142)	2 337
Créditeurs des clients, montant net	(1 095 110)	(8 215)	(2 249)	(627 389)	(4 705)	(2 367)
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	302 532	2 269	(2 269)	298 839	2 241	(2 241)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	712 762	(8 117)	406	316 229	(20)	1
Dette subordonnée	7 500	(56)	56	15 000	(113)	113

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits à l'état du résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2017 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(395) \$	395 \$	11 120 \$	(11 120) \$
Livre sterling	(560)	560	27 578	(27 578)
Dollar australien	néant	néant	1 407	(1 407)

Au 31 mars 2016 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(319) \$	319 \$	7 388 \$	(7 388) \$
Livre sterling	(618)	618	42 023	(42 023)
Dollar australien	néant	néant	1 190	(1 190)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2017 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	22,1 \$ US	1,33 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2017	71 \$
Pour acheter des dollars américains	2,9 \$ US	1,33 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2017	(2) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2016 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,6 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	(3) \$
Pour acheter des dollars américains	1,9 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	3 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2017, leur échéance moyenne pondérée était de 61 jours (69 jours au 31 mars 2016). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme

ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 31 mars 2017. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	1 806 \$	1 640 \$	177 384 \$	5 682 \$	5 441 \$	294 162 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2017, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 0,5 million \$ (10,9 millions \$ au 31 mars 2016).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2017, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à néant (néant en dollars américains) (12,3 millions \$ (9,5 millions \$ US) au 31 mars 2016).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés à l'état du résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2017, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,25 % (de 0,00 % à 0,25 % au 31 mars 2016).

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 mars 2017	182 474 \$	41 098 \$	43 252 \$	233 811 \$
31 mars 2016	118 897	26 586	27 347	159 616

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2017, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 25,3 millions \$ (14,9 millions \$ au 31 mars 2016).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Les filiales de la Société disposent de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 602,6 millions \$ (697,3 millions \$ au 31 mars 2016). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2016) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 08 Participations dans d'autres entités

Au 31 mars 2017, à des fins comptables, la Société détenait une participation donnant le contrôle de 58 % dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et Canaccord Genuity (Australia) Limited (58 % au 31 mars 2016). Ensemble, ces entités exercent leurs activités sous la bannière Canaccord Genuity Australia et leur établissement principal est situé en Australie. Comme il est indiqué à la note 23, Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.

Pour l'exercice 2017, Canaccord Genuity Australia a comptabilisé un résultat net total de 12,5 millions \$ (perte nette de 22,6 millions \$ en 2016). Au 31 mars 2017, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 11,9 millions \$ (8,7 millions \$ au 31 mars 2016). Les informations financières résumées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé de l'état du résultat net pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2017	31 mars 2016
Pour les exercices clos les		
Produits des activités ordinaires	59 693 \$	31 229 \$
Charges	(42 088)	(32 296)
Dépréciation du goodwill	—	(22 342)
Résultat net avant impôt sur le résultat	17 605	(23 409)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	5 153	(825)
Résultat net	12 452	(22 584)
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	7 369	(22 488)
Participations ne donnant pas le contrôle	5 083	(96)
Total du résultat global	12 844	(21 401)
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	7 597	(21 777)
Participations ne donnant pas le contrôle	5 247	376
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2 520	2 952

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2017 et 2016 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2017	31 mars 2016
Actifs courants	51 817 \$	26 241 \$
Actifs non courants	5 460	4 202
Passifs courants	25 189	7 470
Passifs non courants	—	—

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2017	31 mars 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	11 623 \$	715 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 679)	(5 667)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(201)	(370)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	276	(480)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 019 \$	(5 802) \$

NOTE 09

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2017	31 mars 2016
Courtiers en valeurs mobilières	2 625 939 \$	1 303 222 \$
Clients	373 300	365 272
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	302 532	298 839
Divers	93 965	73 817
	3 395 736 \$	2 041 150 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2017	31 mars 2016
Courtiers en valeurs mobilières	1 913 177 \$	986 993 \$
Clients	1 468 410	992 661
Divers	288 296	205 393
	3 669 883 \$	2 185 047 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,70 % à 6,75 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2017; respectivement de 5,70 % à 6,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2016).

Au 31 mars 2017, la provision pour créances douteuses était de 4,9 millions \$ (10,8 millions \$ au 31 mars 2016). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2015	11 985 \$
Charge pour l'exercice	4 808
Recouvrements	(2 395)
Sorties du bilan	(3 681)
Change	46
Solde au 31 mars 2016	10 763 \$
Charge pour l'exercice	4 153
Recouvrements	(4 601)
Sorties du bilan	(5 317)
Change	(56)
Solde au 31 mars 2017	4 942 \$

NOTE 10 Placements

	31 mars 2017	31 mars 2016
Disponibles à la vente	2 829 \$	5 578 \$

La Société détient un placement dans Euroclear, l'une des principales chambres de compensation pour les titres négociés sur le marché européen.

En raison des variations des indicateurs de marché, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 2,4 millions \$ relative à un placement dans une société à capital fermé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017.

Ces placements sont comptabilisés à la juste valeur, tel qu'il est décrit à la note 7.

NOTE 11 Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
31 mars 2017			
Matériel informatique	9 999 \$	4 476 \$	5 523 \$
Mobilier et matériel	21 953	17 764	4 189
Aménagements des locaux loués	83 513	61 746	21 767
	115 465	83 986	31 479
31 mars 2016			
Matériel informatique	10 825	3 603	7 222
Mobilier et matériel	21 446	16 555	4 891
Aménagements des locaux loués	82 734	57 798	24 936
	115 005	77 956	37 049

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2015	10 320 \$	21 080 \$	87 883 \$	119 283 \$
Ajouts	3 277	1 351	5 937	10 565
Cessions	(2 973)	(72)	(1 465)	(4 510)
Dépréciation	—	(691)	(10 184)	(10 875)
Change	201	(222)	563	542
Solde au 31 mars 2016	10 825 \$	21 446 \$	82 734 \$	115 005 \$
Ajouts	1 358	915	2 929	5 202
Cessions	(1 525)	(131)	(929)	(2 585)
Change	(659)	(277)	(1 221)	(2 157)
Solde au 31 mars 2017	9 999 \$	21 953 \$	83 513 \$	115 465 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2015	3 694 \$	15 499 \$	56 717 \$	75 910 \$
Amortissement	2 807	2 201	5 758	10 766
Cessions	(2 957)	(64)	(624)	(3 645)
Dépréciation	—	(268)	(4 607)	(4 875)
Change	59	(813)	554	(200)
Solde au 31 mars 2016	3 603 \$	16 555 \$	57 798 \$	77 956 \$
Amortissement	2 474	1 537	5 314	9 325
Cessions	(1 130)	(130)	(918)	(2 178)
Change	(471)	(198)	(448)	(1 117)
Solde au 31 mars 2017	4 476 \$	17 764 \$	61 746 \$	83 986 \$

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2017 et 2016.

NOTE 12**Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

	Immobilisations incorporelles identifiables							Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Logiciels en dévelop- pement	Ententes de non- concurrence	Permis de négociation	
Montant brut								
Solde au 31 mars 2015	526 364 \$	44 930 \$	97 578 \$	26 595 \$	4 491 \$	13 945 \$	184 \$	187 723 \$
Ajouts	—	—	—	1 444	2 726	—	—	4 170
Transfert entre catégories	—	—	—	2 691	(2 691)	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—
Change	—	—	(152)	(218)	(20)	208	12	(170)
Solde au 31 mars 2016	526 364	44 930	97 426	30 512	4 506	14 153	196	191 723
Ajouts	—	—	—	440	—	—	—	440
Transfert entre catégories	—	—	—	1 382	(1 382)	—	—	—
Change	(11 466)	—	(6 303)	(3 132)	(79)	—	—	(9 514)
Solde au 31 mars 2017	514 898	44 930	91 123	29 202	3 045	14 153	196	182 649
Amortissement et dépréciation cumulés								
Solde au 31 mars 2015	(20 785)	—	(33 197)	(7 352)	—	(12 297)	—	(52 846)
Amortissement	—	—	(9 799)	(3 470)	—	(1 645)	—	(14 914)
Dépréciation	(301 847)	—	(1 564)	—	(2 350)	—	(196)	(4 110)
Change	—	—	294	268	—	(211)	—	351
Solde au 31 mars 2016	(322 632)	—	(44 266)	(10 554)	(2 350)	(14 153)	(196)	(71 519)
Amortissement	—	—	(8 617)	(3 182)	—	—	—	(11 799)
Change	—	—	2 351	1 117	—	—	—	3 468
Solde au 31 mars 2017	(322 632)	—	(50 532)	(12 619)	(2 350)	(14 153)	(196)	(79 850)
Valeur comptable nette								
31 mars 2016	203 732	44 930	53 160	19 958	2 156	—	—	120 204
31 mars 2017	192 266	44 930	40 591	16 583	695	—	—	102 799

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, des immobilisations incorporelles d'un montant de 1,4 million \$ ont été transférées de la catégorie Logiciels en développement à la catégorie Technologie. Ces immobilisations incorporelles se rapportent à un logiciel de comptabilité d'arrière-guichet qui a été mis en service au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 et qui est amorti sur la durée d'utilité estimative de 10 ans.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
UGT de Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	90 257	100 585	90 257	100 585
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial)			9 935	11 073	9 935	11 073
	44 930 \$	44 930 \$	192 266 \$	203 732 \$	237 196 \$	248 662 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 juin 2016, du 30 septembre 2016 et du 31 décembre 2016.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs qui sont considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont comptabilisé le goodwill à sa valeur comptable en date du 31 mars 2017 sont Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2016). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (de 4,8 % à 5,0 % au 31 mars 2016) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2016).

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation annuel à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT de Canaccord Genuity au Canada. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 2018 et des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période, ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Une augmentation du taux d'actualisation de 5,0 points de pourcentage, une diminution de 27,0 millions \$ des produits des activités ordinaires estimatifs pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ou une baisse de 12,2 points de pourcentage du taux de croissance annuelle composée sur cinq ans feraient en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui donnerait lieu à la comptabilisation de pertes de valeur. Les pertes de valeur seraient établies en

fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

NOTE 13 Cession d'entreprise

La Société a vendu 100 % des actions ordinaires de Canaccord Genuity Singapore Pte, Ltd. à SAC Capital Private Limited. La vente a été conclue le 30 juin 2016. La Société a reçu une contrepartie initiale au comptant de 0,1 million \$ à la clôture et pourrait recevoir d'autres paiements fondés sur la valeur des actifs corporels nets à la date de la conclusion ainsi qu'une contrepartie différée calculée en fonction des profits futurs découlant des activités existantes au cours de deux prochaines années.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a comptabilisé un résultat net de 0,01 million \$ attribuable aux activités à Singapour avant leur cession.

Dans le cadre de la cession, la Société a comptabilisé une perte de 0,4 million \$ et un profit de change réalisé de 1,6 million \$, qui était auparavant inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global. Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, le profit net de 1,2 million \$ est compris au poste Autre des produits des activités ordinaires dans le compte de résultat.

NOTE 14 Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôt comprennent :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Comptes de résultat consolidés		
Charge (recouvrement) d'impôt exigible		
Charge (recouvrement) d'impôt exigible	16 286 \$	(2 584) \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	36	(606)
	16 322	(3 190)
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(5 667)	(2 127)
Incidence des variations des taux d'impôt	43	(87)
	(5 624)	(2 214)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat comptabilisé(e) aux comptes de résultat	10 698 \$	(5 404) \$

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Résultat net avant impôt sur le résultat	53 884 \$	(363 971) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat au taux de 26,0 % prévu par la loi (26,0 % en 2016)	13 999	(94 632)
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(4 096)	(3 663)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	3 051	3 241
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	81 913
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(1 143)	923
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporaires et autres	(2 292)	(2 033)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	1 208	3 827
Paiements fondés sur des actions	(29)	5 020
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat comptabilisé(e) aux comptes de résultat	10 698 \$	(5 404) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2017	31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2016
Profit latent sur les titres détenus	(114) \$	(1 106) \$	(992) \$	(479) \$
Provisions pour litiges	1 195	356	(839)	246
Rémunération non versée	4 971	2 258	(2 713)	(80)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	2 974	2 687	(287)	23
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	1 792	1 252	(541)	2 197
Reports de pertes en avant	6 491	8 636	2 145	(2 573)
Frais d'émission d'actions ordinaires et privilégiées	(247)	138	385	603
RILT	14 398	13 858	(541)	(1 960)
Autres immobilisations incorporelles	(17 523)	(19 770)	(2 296)	(1 987)
Divers	1 246	2 462	55	1 796
	15 183 \$	10 771 \$	(5 624) \$	(2 214) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Actifs d'impôt différé	15 323 \$	11 221 \$
Passifs d'impôt différé	(140)	(450)
	15 183 \$	10 771 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présentait comme suit :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Solde d'ouverture aux 1 ^{er} avril	10 771 \$	8 091 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	5 624	2 214
Incidence du change sur la position d'impôt différé	(810)	134
Passif d'impôt différé sur les débetures convertibles	(990)	—
Divers	588	332
Solde de clôture aux 31 mars	15 183 \$	10 771 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 4,0 millions \$ (4,8 millions \$ en 2016) sur des pertes fiscales reportées en avant de 15,4 millions \$ (20,6 millions \$ en 2016) au Royaume-Uni et en Europe. Sous réserve de certaines limites, ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au Canada, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 2,5 millions \$ (3,9 millions \$ en 2016) sur des pertes fiscales reportées en avant de 9,5 millions \$ (14,7 millions \$ en 2016). Ces pertes peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans à compter de l'année au cours de laquelle les pertes ont été subies.

À la date de clôture, la Société a reporté en avant des pertes fiscales d'environ 37,9 millions \$ (42,2 millions \$ en 2016) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces pertes à titre d'actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

Les autres différences temporaires non comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé liés aux filiales à l'extérieur du Canada s'établissaient à 33,7 millions \$ au 31 mars 2017 (26,3 millions \$ en 2016). Comme les filiales à l'extérieur du Canada ont subi des

pertes par le passé et que les différences temporaires déductibles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé, aucun actif n'a été comptabilisé, étant donné qu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé.

NOTE 15 Dette subordonnée

	31 mars 2017	31 mars 2016
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	7 500 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 31 mars 2017 et 2016, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,7 % et 6,85 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a remboursé 7,5 millions \$ de la dette subordonnée.

NOTE 16 Débentures convertibles

Le 27 octobre 2016, la Société a conclu un placement privé de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débentures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, nets du passif d'impôt différé, s'est élevé à 58,9 millions \$. Le placement de débentures a été réalisé avec des fonds gérés par un important gestionnaire d'actifs canadien.

Les débentures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 31 décembre 2016. Les débentures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débentures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2019.

Les débentures sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif est calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 8 %, soit le taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	56 442 \$	2 604 \$	—	—

NOTE 17 Actions privilégiées

	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions propres	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

i] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans.

par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit, à leur gré, de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

	31 mars 2017		31 mars 2016	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	772 645 \$	113 511 468	729 502 \$	103 812 814
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(9 366)	(1 590 146)	(15 099)	(2 557 568)
Détenues dans le cadre du RILT	(121 830)	(19 141 505)	(96 647)	(12 171 624)
	641 449 \$	92 779 817	617 756 \$	89 083 622
Bons de souscription				
		31 mars 2017		31 mars 2016
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 438 412	—	—

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2015	102 607 705	722 509 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 20)	1 806 115	10 023
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 20)	77 830	1 749
Actions annulées	(678 836)	(4 779)
Solde au 31 mars 2016	103 812 814	729 502
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 20)	2 433 285	14 840
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 20)	76 088	685
Actions émises dans le cadre d'autres attributions à base d'actions	507 051	2 373
Actions émises dans le cadre du placement privé	6 876 824	26 601
Actions annulées	(194 594)	(1 356)
Solde au 31 mars 2017	113 511 468	772 645 \$

Le 11 août 2016, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, un total de 99 800 actions a été racheté aux termes de l'OPRCNA, à un prix moyen pondéré par action de 3,5913 \$. Toutes ces actions ont été annulées.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a réalisé la clôture d'un placement privé sans courtier (« placement privé ») pour les employés de la Société. Globalement, la Société a émis 6 876 824 unités à un prix de 4,17 \$ par unité, pour un produit total de 28,3 millions \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire (« action ordinaire ») de la Société ainsi que d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire (« bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier permettra au porteur de souscrire une action ordinaire au prix d'exercice de 4,99 \$ pour la période du 17 juin 2019 au 17 décembre 2019. Les bons de souscription ne sont pas inscrits à la cote d'une Bourse et ne peuvent pas être transférés.

Les actions ordinaires émises dans le cadre du placement privé sont soumises à une période de détention, et un tiers des actions ordinaires émises à un acquéreur deviendra entièrement négociable à chaque anniversaire de la date de clôture du placement privé.

Les bons de souscription sont classés comme instruments de capitaux propres. La juste valeur des bons de souscription, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation des options, a été établie à 1,975 million \$. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des bons de souscription.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a émis 507 051 actions ordinaires pour une contrepartie de 2,4 millions \$ relativement à une attribution à base d'actions réalisée au cours de l'exercice, conformément aux règles de la Bourse de Toronto portant sur les régimes de rémunération fondés sur des titres.

iii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2017	31 mars 2016
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	38 103 \$	(358 471) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(11 076)	(11 992)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	27 027	(370 463)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	91 656 708	90 552 860
Résultat de base par action	0,29 \$	(4,09) \$
Résultat par action ordinaire – après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	27 027	(370 463)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	91 656 708	s. o.
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	8 248 790	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	1 243 573	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	101 149 072	s. o.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,27 \$	(4,09) \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

Les actions convertibles ont été exclues des calculs du résultat par action après dilution pour l'exercice clos le 31 mars 2017, ces actions étant antidilutives.

Aucune autre transaction comportant des actions ordinaires ou des actions ordinaires potentielles, qui aurait eu une incidence importante sur le résultat par action ordinaire, n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'autorisation de la publication de ces états financiers.

NOTE 19

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

Le 1^{er} juin 2017, le conseil d'administration a établi une politique de dividende révisée et, conformément à celle-ci, a approuvé un dividende de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 3 juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,09 \$ (note 27).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
17 mars 2017	31 mars 2017	0,24281 \$	0,359375 \$	2 540 \$
23 décembre 2016	3 janvier 2017	0,24281 \$	0,359375 \$	2 540 \$
16 septembre 2016	30 septembre 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
17 juin 2016	30 juin 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 1^{er} juin 2017, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2017 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 16 juin 2017 (note 27).

Le 1^{er} juin 2017, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2017 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 16 juin 2017 (note 27).

NOTE 20 Régimes de paiement fondé sur des actions

i) RILT

En vertu du Régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies pour les avantages du personnel (les « fiducies ») des fonds que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

Il y a eu 11 895 720 UATI (8 130 645 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2016) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017. Les fiducies ont acquis 9 848 638 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 (7 554 788 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits qui est généralement de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 s'est établie à 4,75 \$ (6,34 \$ au 31 mars 2016).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2015	10 746 218
Attributions	8 130 645
UATI dont les droits sont acquis	(3 951 322)
Annulations	(1 815 790)
UATI auxquelles il a été renoncé	(1 146 896)
Attributions en cours au 31 mars 2016	11 962 855
Attributions	11 895 720
UATI dont les droits sont acquis	(4 598 904)
UATI auxquelles il a été renoncé	(1 079 926)
Attributions en cours au 31 mars 2017	18 179 745

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2015	7 388 489
Actions acquises	7 554 788
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 771 653)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2016	12 171 624
Actions acquises	9 838 528
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 868 647)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2017	19 141 505

ii) PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts sont des transactions réglées en instruments de capitaux propres et font généralement l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à compter de l'avance initiale du prêt ou à la fin de cette période de trois à cinq ans (note 18 iii)).

iii) RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3),

une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2015	32 893
Exercées	(7 256)
Solde au 31 mars 2016	25 637
Exercées	(7 155)
Solde au 31 mars 2017	18 482

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours au 31 mars 2017 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
néant	18 482	5,01	néant	18 482	néant

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2015	281 974
Exercées	(70 754)
Solde au 31 mars 2016	211 400
Exercées	(68 933)
Solde au 31 mars 2017	142 467

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours au 31 mars 2017 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
néant	142 467	5,01	néant	142 467	néant

iv] RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a attribué 2 418 861 UATI, dont les droits ont été acquis sur une période de cinq ans close le 31 mars 2017. Conformément au programme, les droits de un tiers du total des UATI (806 302 UATI) ont été acquis au troisième anniversaire de la date d'attribution selon les modalités du RILT existant. Les droits des deux autres tiers des UATI (1 612 559 UATI) ont été acquis selon les modalités du nouveau régime incitatif de CSH. Les droits des attributions étaient entièrement acquis en date du 31 mars 2017.

	Nombre total d'UATI attribuées
Solde au 31 mars 2015	1 333 067
UATI dont les droits sont acquis	(626 446)
UATI auxquelles il a été renoncé	(55 545)
Solde au 31 mars 2016	651 076
UATI dont les droits sont acquis	(573 932)
UATI auxquelles il a été renoncé	(77 144)
Solde au 31 mars 2017	—

Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettaient au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme en trésorerie ou des actions ordinaires de la Société. Au cours de la période d'acquisition des droits de cinq ans, la Société, à sa discrétion, versait à l'employé une somme en trésorerie équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits, multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date.

En vertu de ce régime, les attributions devaient faire l'objet d'un règlement total ou partiel en trésorerie si, au moment de l'acquisition des droits, le cours de l'action était inférieur à 8,50 \$. Dans la mesure où un règlement en trésorerie était considéré comme étant probable, une partie de ces attributions était traitée comme étant réglée en trésorerie et inscrite aux états de la situation financière à titre de passif. Au 31 mars 2017, la valeur comptable du passif s'élevait à néant (2,1 millions \$ au 31 mars 2016).

La juste valeur des UATI à la date d'attribution était de 8,50 \$, pour une valeur totale du régime de 20,2 millions \$, laquelle a été amortie de façon graduelle. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2017.

vi] OPTIONS SUR ACTIONS

La Société a attribué précédemment des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquerraient sur une période de quatre ans et arrivaient à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquerraient sur une période de cinq ans et arrivaient à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateur. Le prix d'exercice était fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Toutes les options sur actions en circulation sont venues à échéance le 31 mars 2017.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 31 mars 2017, et des variations survenues au cours de la période close à cette date :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2015	1 609 354	9,25 \$
Exercées	—	—
Arrivées à échéance	(100 000)	7,21
Solde au 31 mars 2016	1 509 354	9,38 \$
Exercées	—	—
Arrivées à échéance	(1 509 354)	9,38 \$
Solde au 31 mars 2017	—	—

vi] UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'UAD pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer comment ils souhaitent que leur rémunération leur soit versée et peuvent préciser le pourcentage qui leur sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société, et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a attribué 84 990 UAD (92 461 UAD en 2016). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2017 était de 1,1 million \$ (1,0 million \$ en 2016).

vii] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2017	31 mars 2016
RILT	37 537 \$	42 348 \$
Prêts-subsventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	1 699	5 552
Régime incitatif de CSH	1 609	3 148
Unités d'actions différées (régérées en trésorerie)	(762)	(489)
Autre	239	(19)
Charge accélérée au titre des paiements fondés sur des actions incluse à titre de frais de restructuration	—	1 360
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	40 322 \$	51 900 \$

NOTE 21

Transactions avec des parties liées

i] FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2017	31 mars 2016
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥 (北京) 投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2017, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2016) (note 8).

ii] RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2017 et 2016 :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Avantages du personnel à court terme	7 053 \$	4 668 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1 989	—
Paielements fondés sur des actions	3 979	2 526
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	13 021 \$	7 194 \$

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1^{er} octobre 2015, le chef de la direction s'est vu attribuer 1,5 million d'UATI. Il a renoncé à cette prime le 31 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus.

iii] AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Créances clients	211 \$	61 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	219	4 035

iv] MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 22 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

	Pour les exercices clos les							
	31 mars 2017				31 mars 2016			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des								
produits d'intérêts	593 447 \$	258 230 \$	11 022 \$	862 699 \$	528 999 \$	236 663 \$	5 313 \$	770 975 \$
Produits d'intérêts	4 944	8 881	3 022	16 847	3 271	9 904	3 655	16 830
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	512 933	210 226	56 426	779 585	501 625	196 961	53 111	751 697
Amortissement	10 651	9 102	1 371	21 124	13 915	10 264	1 160	25 339
Frais de développement	2 616	6 585	3 008	12 209	7 869	6 911	11 349	26 129
Charges d'intérêts	9 713	135	2 896	12 744	8 542	241	1 439	10 222
Frais de restructuration	—	—	—	—	11 305	165	5 882	17 352
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	321 037	—	—	321 037
Résultat avant impôt sur le résultat et imputations intersectorielles	62 478	41 063	(49 657)	53 884	(332 023)	32 025	(63 973)	(363 971)
Moins : Imputations intersectorielles	18 210	16 796	(35 006)	—	17 087	21 854	(38 941)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	44 268 \$	24 267 \$	(14 651) \$	53 884 \$	(349 110) \$	10 171 \$	(25 032) \$	(363 971) \$

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs.

L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée.

L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation donnant le contrôle dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires, le résultat avant impôts et les imputations intersectorielles sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, aux États-Unis, en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2017	31 mars 2016
Canada	298 816 \$	247 021 \$
Royaume-Uni, Europe et Dubaï	281 631	283 837
États-Unis	237 142	218 965
Australie	59 693	31 138
Autres établissements à l'étranger	2 264	6 844
	879 546 \$	787 805 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada	Royaume-Uni, Europe et Dubaï	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Australie	Total
Au 31 mars 2017						
Matériel et aménagements des locaux loués	11 080 \$	9 884 \$	8 757 \$	31 \$	1 727 \$	31 479 \$
Goodwill	92 074	100 192	—	—	—	192 266
Immobilisations incorporelles	55 630	47 074	95	—	—	102 799
Actifs non courants	158 784	157 150	8 852	31	1 727	326 544
Au 31 mars 2016						
Matériel et aménagements des locaux loués	12 452	12 751	9 798	66	1 982	37 049
Goodwill	92 074	111 658	—	—	—	203 732
Immobilisations incorporelles	58 025	61 088	92	—	999	120 204
Actifs non courants	162 551 \$	185 497 \$	9 890 \$	66 \$	2 981 \$	360 985 \$

NOTE 23 **Gestion du capital**

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2017 et 2016 :

Type de capital	31 mars 2017	31 mars 2016
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	641 449	617 756
Composante capitaux propres des débetures convertibles	2 604	—
Bons de souscription	1 975	—
Surplus d'apport	85 405	86 235
Résultats non distribués (déficit)	(267 559)	(294 586)
Cumul des autres éléments du résultat global	95 270	134 883
Capitaux propres	764 785	749 929
Débetures convertibles	56 442	—
Dette subordonnée	7 500	15 000
	828 727 \$	764 929 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Inc.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited et Canaccord Genuity Financial Planning Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (FINRA).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (DFSA).

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la

politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2017 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 24 Fonds des clients

Au 31 mars 2017, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2 120 millions \$ (1 267 millions £) (2 179 millions \$; 1 168,0 millions £ en 2016). Ce montant comprenait des soldes de 11,2 millions \$ (6,7 millions £) (6,2 millions \$; 3,3 millions £ en 2016) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2 109 millions \$ (1 260 millions £) (2 173 millions \$; 1 165 millions £ en 2016) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 25 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2017 et 2016 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2015	2 846 \$	11 474 \$	14 320 \$
Ajouts	2 518	17 352	19 870
Utilisées	(1 764)	(13 615)	(15 379)
Solde au 31 mars 2016	3 600 \$	15 211 \$	18 811 \$
Ajouts	5 870	—	5 870
Utilisées	(2 530)	(10 358)	(12 888)
Solde au 31 mars 2017	6 940 \$	4 853 \$	11 793 \$

La provision pour frais de restructuration au 31 mars 2017 a trait principalement à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la restructuration de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2017, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 31 mars 2017, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

L'évaluation et l'analyse des réclamations par la direction indiquent que les sommes raisonnablement demandées dans le cadre de certaines d'entre elles sont importantes et, par conséquent, ces réclamations sont décrites ci-après.

Certaines réclamations ont été invoquées contre la Société en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par une société remplacée de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, et elles pourraient être importantes si ces réclamations sont judiciairisées, que des réclamations additionnelles sont effectuées et que les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le succès de ces réclamations n'est ni probable et que ces dernières ne peuvent faire l'objet d'une estimation changent au cours de futures périodes. Le cas échéant, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision au titre d'un résultat défavorable qui pourrait avoir une incidence néfaste importante sur la situation financière de la Société. L'investissement total par les clients de la Société à l'égard de ces produits est estimé à 9,6 millions \$ (5,8 millions £). Le report d'impôt total obtenu initialement par les clients de la Société à l'égard de ces produits lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009 est estimé à 13,2 millions \$ (8,0 millions £). L'application conformément aux annonces de l'autorité fiscale du Royaume-Uni, l'issue de certaines procédures judiciaires portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec l'autorité fiscale du Royaume-Uni par certains investisseurs se traduira probablement par un montant d'impôt à payer supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. L'excédent de l'impôt éventuel à payer sur le montant d'impôt initialement reporté pour les clients de la Société est estimé à 13,7 millions \$ (8,3 millions £). À la date des présents états financiers

consolidés audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par l'autorité fiscale du Royaume-Uni à l'égard de cette affaire ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

Une poursuite a été intentée en Alberta par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés audités.

NOTE 26**Engagements**

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2018	31 452 \$
2019	30 605
2020	26 900
2021	22 599
2022	20 821
Par la suite	41 515
	173 892 \$

Certains contrats de location, qui se rapportent principalement à la location de bureaux, sont assortis d'options de prolongation et prévoient un loyer fixé par paliers.

Certaines filiales de la Société ont conclu des contrats de sous-location. Les loyers minimaux approximatifs pour les locaux et le matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont indiqués ci-après :

2018	957 \$
2019	786
2020	786
2021	763
2022	718
Par la suite	299
	4 309 \$

La Société s'est engagée à effectuer des paiements au titre du capital et des intérêts sur les débetures comme suit :

2018	3 900 \$
2019	3 900
2020	3 900
2021	3 900
2022	63 900
	79 500 \$

NOTE 27**Événements postérieurs à la date de clôture****i) DIVIDENDES**

Le 1^{er} juin 2017, le conseil d'administration a établi une politique de dividende révisée et, conformément à celle-ci, a approuvé un dividende de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 3 juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,09 \$.

Le 1^{er} juin 2017, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2017 aux actionnaires inscrits le 16 juin 2017.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto : CF

Site Web

www.canaccordgenuity.com

Clôture de l'exercice

31 mars

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : christina.marinoff@canaccord.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

Pour consulter les renseignements généraux à l'intention des actionnaires ou pour demander une copie de ce rapport.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccordgenuitygroup.com

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Dépôts réglementaires

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524

Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Désignation des dividendes admissibles (*Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. (anciennement Canaccord Capital Inc. et Financière Canaccord Inc.) depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2, Canada

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle 2016.

Société étrangère admissible

GCGI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

Assemblée générale annuelle

Le jeudi 3 août 2017 à 10 h (heure de l'Est)

Goodmans LLP
Bay Adelaide Centre
333 Bay Street
34th Floor
Toronto (Ontario) Canada

Services de révision et de conception

The Works Design Communications

CANACCORD Genuity

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

CANACCORD Genuity Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. Il s'agit d'une division de Groupe Canaccord Genuity qui mène ses activités au Royaume-Uni et en Europe sous les noms Canaccord Genuity Wealth Limited et Canaccord Genuity Wealth (International) Limited.

CANACCORD Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

PINNACLE CORRESPONDENT SERVICES

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. La division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Groupe Canaccord Genuity a fait dans sa technologie de l'information et son infrastructure d'exploitation.

Beijing
Boston
Calgary
Chicago
Dubai
Dublin

Edmonton
Guernesey
Halifax
Hong Kong

Île de Man
Jersey
Kelowna
Kitchener
Londres
Melbourne

Minneapolis
Montréal
Nashville
New York
Paris

Penticton
Perth
Prince George
San Francisco
Sydney
Toronto

Trail
Vancouver
Washington
Waterloo

Pour de plus amples renseignements sur le Groupe Canaccord Genuity Inc. ou pour consulter le rapport annuel en ligne de l'exercice 2017 de la Société, visitez le site Web canaccordgenuitygroup.com.